

Ministère de la **Culture** et de la **Communication**

Conserver malgré tout?

Limites et défis

6^{es} Journées professionnelles de la conservation-restauration

17 et 18 mars 2016

Cité de l'architecture & du patrimoine, Auditorium
7 avenue Albert de Mun, 75016 Paris

www.culturecommunication.gouv.fr

Conserver malgré tout ?

Limites et défis

17 et 18 mars 2016

SOMMAIRE

Présentation générale	p. 2
Programme	p. 4
Biographies et résumés	p. 8
Bibliographie de référence	p. 21
Groupe de travail, comité d'organisation	p. 45

Crédits des images de couverture

Statue de la reine de Saba, contrefort entre le portail central et le portail nord, façade occidentale de la cathédrale Notre-Dame de Reims, entre 1225 et 1235.

Première page

Buste et tête, vers 1900. © M. Rothier - droits réservés.

4^e de couverture, de gauche à droite :

Photo du moulage de la statue, conservé au musée des Monuments français : MOU.00440, date d'inscription dans registre 1881, MMF/CAPA/D. Bordes.

Statue avant dépose, mai 2003. © Drac Champagne-Ardenne - droits réservés.

Numérisation 3D du moulage de la statue pour restauration de l'original © 7DWorks.

Statue reposée sur la façade occidentale de la cathédrale de Reims. © D. Coilhac - droits réservés.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Les 6^e Journées professionnelles de la « conservation-restauration », organisées par la direction générale des Patrimoines en partenariat avec la Cité de l'architecture & du patrimoine et l'Institut national du patrimoine, auront lieu les jeudi 17 et vendredi 18 mars 2016, à l'auditorium de la CAPA, et seront consacrées aux limites et défis de la conservation-restauration. Elles sont dédiées à tous les professionnels confrontés aujourd'hui de par le monde à la destruction volontaire, systématique et barbare du patrimoine commun de l'humanité.

L'élargissement de la notion de patrimoine, l'intérêt accru pour des domaines tels que les sciences naturelles, les sciences et techniques, l'ethnologie, sans oublier l'art contemporain, élargissent les champs d'intervention des conservateurs et des restaurateurs qui doivent désormais traiter des grandes séries, des multiples, des matériaux d'une diversité sans limite. D'où la nécessité de s'interroger plus que jamais sur ce que l'on conserve et par quels moyens.

Aujourd'hui, toute production humaine est susceptible de devenir un élément du patrimoine méritant d'être conservé, valorisé et diffusé.

Pour autant, faut-il tout garder ? Faut-il conserver malgré tout ? Et, si oui, comment et à quel prix ? Les grands principes qui nous ont jusqu'ici guidés sont largement bousculés par ces questionnements contemporains. Tout ne pouvant être conservé, sur quels critères opérer la sélection qui s'impose ? Archivistes et bibliothécaires pratiquent au quotidien le tri-sélection, le désherbage mais, pour ce faire, ont établi des règles. Faut-il les modifier pour prendre en compte les nouvelles technologies ? Comment les adapter aux autres champs patrimoniaux ? L'archéologie, par exemple, impose la destruction raisonnée de son sujet d'étude. Comment, dans ce cas, documenter la perte ?

Que doit-on transmettre aux générations futures quand bien des œuvres, bien des objets sont à présent réalisés dans des matériaux dont la pérennité est plus que relative ? Est-il raisonnable de rêver pour eux d'éternité, de refuser d'affronter la réalité du temps qui passe, lorsque l'on est confronté à leur obsolescence programmée ? Que ferons-nous lorsqu'ils tomberont en miettes, miettes de papiers acides, miettes de soies chargées, miettes de mousses synthétiques et de plastiques ?

La présence d'objets comprenant des éléments dangereux ou toxiques à base d'amiante, d'arsenic, de formaldéhyde, de mercure, de nitrate de cellulose, de sels de plomb, voire radioactifs, pose aussi de délicats problèmes de santé, de sécurité. Comment les identifier ?

Comment les traiter ? Faut-il conserver ces biens potentiellement nocifs ?

D'autres matériaux ne sont plus disponibles, telle l'ardoise française, ou sont désormais interdits tels que l'ivoire, l'écaille de tortue. Comment restaurer le patrimoine qui en est constitué ?

Faut-il s'acharner à trouver des méthodes de conservation ou se résoudre à abandonner à son sort tout un pan de la culture d'aujourd'hui ? Dans le domaine de l'art contemporain, doit-on se conformer à la volonté des artistes qui ont créé des dispositifs événementiels, sans se soucier de la pérennité de leurs œuvres ? Les musées qui les accueillent doivent-ils tenter à tout prix de conserver et de transmettre performances et œuvres éphémères ? Peut-on leur trouver des substituts, doit-on se résoudre à les retirer des inventaires, à les voir s'effacer/disparaître ?

S'ajoute à tout cela un autre défi, malheureusement d'actualité : que faire face à la barbarie, à la destruction volontaire et médiatisée du patrimoine et à son trafic ? Comment réagir ? Est-il possible d'anticiper ?

On le voit, ces journées s'annoncent riches en questions ; de nombreux exemples et expériences seront présentés qui susciteront, nous l'espérons, de fructueux débats et permettront d'apporter quelques réponses et de proposer des modes d'action, des procédures.

Après une séance introductive faisant dialoguer des approches croisées de la notion de patrimoine et de son évolution, suivront trois sessions thématiques :

Axe 1 - Garder ou jeter : tri/sélection

Axe 2 - Quand les matériaux nous mettent à l'épreuve

Axe 3 - Gérer la disparition : documenter la perte

Comme les précédentes éditions, ces journées ont pour objectif de sensibiliser les professionnels à une thématique, de stimuler la réflexion. Il s'agira ici d'envisager la tension que peut entraîner l'obligation de conservation qui s'attache à tout bien patrimonial au regard des moyens disponibles pour en assurer la conservation-restauration.

Présentation générale des Journées professionnelles

Dans le cadre du programme scientifique « conservation-restauration des biens culturels » lancé en 2011 par la direction générale des Patrimoines, les Journées professionnelles ont pour objectif de réunir les acteurs de la conservation-restauration dans toutes les disciplines patrimoniales afin d'instaurer un dialogue transversal, de présenter des cas dont la méthodologie ou la problématique sont exemplaires et de susciter une réflexion qui permette de répondre aux nouveaux besoins exprimés.

Elles sont organisées chaque année en partenariat avec la Cité de l'architecture & du patrimoine par un comité coordonné par le département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique (direction générale des Patrimoines), et constitué de représentants de la direction générale des Patrimoines, des établissements publics et des services à compétence nationale (voir p. 45).

La première session s'est tenue à la Bibliothèque nationale de France le 4 octobre 2011, sur le thème **Patrimoines et conservation préventive : pratiques comparées et nouveaux enjeux**. Les actes des journées 2011 ont fait l'objet d'un numéro spécial de la revue électronique [In Situ, revue des patrimoines](#).

La deuxième rencontre a eu lieu à la Cité de l'architecture & du patrimoine les 2 et 3 octobre 2012 sur le thème **Architecture et conservation préventive**.

Les 3^e Journées d'études des 14 et 15 mai 2013, sous le titre **Le patrimoine, ça déménage !**, étaient consacrées à la protection des fonds, des collections ou des œuvres d'art lors de déménagements, de sinistres ou de travaux dans le bâtiment qui les abrite.

Les 4^e Journées se sont déroulées les 18 et 19 mars 2014 à la CAPA : **S'unir pour préserver les patrimoines**. Des retours d'expérience ont été présentés autour de quatre thèmes : mutualiser pour accompagner, mutualiser les compétences, mutualisation et action dans les territoires, mutualiser ou échanger les services.

Les 5^e Journées des 26 et 27 mars 2015, **Agir pour la préservation du patrimoine, mobiliser les publics !**, à la CAPA, ont été consacrées à la place des publics dans la conservation-restauration. Le choix de ce thème était motivé par l'idée que la conservation-restauration n'est pas seulement une affaire de spécialistes. Tous les actes et les procédures mis en œuvre pour conserver les patrimoines méritent d'être restitués aux publics, qu'il s'agisse d'usagers réguliers (lecteurs, utilisateurs...) ou de simples visiteurs du patrimoine.

Les captations vidéo des Journées 2012, 2013, 2014 et 2015 sont en ligne sur le [site du ministère de la Culture et de la Communication](#).

Rendez-vous sur les pages :

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Conservation-restauration/Journees-professionnelles>

PROGRAMME

Jeudi 17 mars 2016

9h00 Café d'accueil

9h30-10h00

Mot d'accueil de Guy Amsellem, président de la Cité de l'architecture & du patrimoine

Allocution de Philippe Barbat, directeur de l'Institut national du patrimoine

Allocution de Vincent Berjot, directeur général des Patrimoines

TABLE RONDE - ÉVOLUTION DE LA NOTION DE PATRIMOINE : APPROCHES CROISÉES

10h00-10h25 **Introduction**

Gaël de Guichen, conseiller du directeur général de l'ICCROM, président de séance

10h30-11h00

L'évolution de l'approche juridique de la notion de patrimoine

Marie Cornu, directrice de recherche au CNRS, Institut des sciences sociales du politique (ISP, UMR 7220, ENS Cachan, université Paris Ouest-Nanterre)

11h05-11h35

La conservation-restauration face à la diversité de ses objets : quelles approches pour quels patrimoines ?

Marie Berducou, maître de conférences honoraire, coordinatrice de la filière universitaire de formation à la conservation-restauration, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne

11h40-12h10

Le maire à l'approche de son patrimoine

Dominique Herpin-Poulenat, maire de Vétheuil (Val-d'Oise), vice-présidente de la communauté de communes Vexin-Val de Seine

12h10-12h30 Débats

12h30-14h00 Déjeuner libre

AXE 1 - GARDER OU JETER : TRI/SÉLECTION

14h00-14h10 **Introduction**

Marie Cornu, présidente de séance

14h15-14h35

Le récolement, l'heure du choix ?

Pascale Samuel, conseillère pour les musées, direction régionale des Affaires culturelles Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

14h40-15h10

Le désherbage en bibliothèque : principes et controverses

Hélène Richard, inspecteur général des bibliothèques, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Bernard Huchet, conservateur des collections patrimoniales de la bibliothèque municipale de Caen

15h15-15h35

Les fonds patrimoniaux de l'Institut national de la propriété industrielle, richesses et diversités

Steeve Gallizia, archiviste, responsable des archives physiques et des projets de numérisation, INPI

15h35-15h50 Débats

15h50-16h05 Pause

16h05-16h25

La procédure d'acquisition : un temps d'échange privilégié avec l'artiste, un moment clé pour la documentation de l'art contemporain

Anne-Laure Saint-Clair, chargée de l'étude et du développement de la collection du MAC VAL (musée d'Art contemporain du Val-de-Marne)

16h30-16h50

Acharnement thérapeutique, soins palliatifs et rémission : les bois gorgés d'eau au département des Recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM, MCC)

Lila Reboul, chargée de mission, DRASSM

Nathalie Huet, ingénieure de recherche, DRASSM

16h55-17h15

Conserver au regard de l'histoire : la restauration des sculptures monumentales de la cathédrale de Reims

Jonathan Truillet, conservateur régional des monuments historiques, direction régionale des Affaires culturelles Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

17h15-17h35 Débats

18h00 Visite des expositions suivantes :

1914-1918. Le patrimoine s'en va-t-en-guerre, présentée par Jean-Marc Hofman, commissaire de l'exposition, musée des Monuments français

ou

La Merveille du Mont-Saint-Michel : une maquette exceptionnelle et sa restauration, présentée par Christine Lancrestremère, conservatrice en chef du patrimoine, chef du service de la conservation, musée Rodin

Vendredi 18 mars 2016

AXE 2 - QUAND LES MATÉRIAUX NOUS METTENT À L'ÉPREUVE

9h00-9h20 **Introduction**

Dominique Gagneux, conservatrice en chef du patrimoine, musée d'Art moderne de la Ville de Paris, présidente de séance

9h25-9h45

Quel avenir sans les buis ?

Jean-Michel Sainsard, expert parcs et jardins, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, direction générale des Patrimoines

9h50-10h10

Ardoise, pierre, marbre, bois, métal, ... Carrières fermées et problématiques d'approvisionnement en matériaux des chantiers monuments historiques

Lise Leroux, ingénieur de recherche, Laboratoire de recherche des Monuments historiques

10h15-10h35

L'art contemporain : à matériau éphémère, œuvre éphémère ?

Gilles Barabant, chef de la filière XX^e siècle-art contemporain, Centre de recherche et de restauration des musées de France, département restauration

10h35-10h50 Débats

10h50-11h05 Pause

11h05-11h25

Le plastique c'est fantastique : consommation, évolution, conservation et mise à l'épreuve d'une discipline

Sylvie Ramel-Rouzet, conservatrice-restauratrice matériaux modernes, plastiques & élastomères, consultante en conservation préventive

11h30-11h50

Amiante : l'archiviste et l'invisible

Michel Thibault, conservateur général du patrimoine, responsable du département de la conservation, Archives nationales

11h55-12h15

Poisons dans les collections : un vaste chantier mais une prise de conscience qui avance et des solutions qui émergent

Nathalie Palmade-Le Dantec, adjointe au directeur des études du département des restaurateurs, chargée de la formation permanente, Institut national du patrimoine

12h15-12h30 Débats

12h30-14h00 Déjeuner libre

AXE 3 - GÉRER LA DISPARITION, DOCUMENTER LA PERTE

14h00-14h10 **Introduction**

Roland May, conservateur général du patrimoine, directeur du Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine, président de séance

14h10-14h30

Restaurer des œuvres et/ou conserver des documents : l'exemple des collections du musée des Monuments français

Christine Lancestremère, conservatrice en chef du patrimoine, chef du service de la conservation, musée Rodin

14h35-14h55

La terre dans tous ses états

Marion Bernard, restauratrice-conservatrice, société Eveha

15h00-15h20

Des fragments de sols préhistoriques au musée d'Archéologie nationale : fouiller ou conserver des objets archéologiques cachés ?

Émeline Deneuve, conservatrice du patrimoine, Institut national de recherches archéologiques préventives

15h20-15h35 Débats

15h35-15h50 Pause

15h50-16h15

L'exemple d'Oradour-sur-Glane

Philippe Grandcoing, historien

Adeline Rabaté, conservatrice régionale des monuments historiques, direction régionale des Affaires culturelles Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin

16h20-16h45

Les patrimoines en guerre : Irak, Syrie et Libye. Quelle stratégie pour le post-conflit ?

Bruno Favel, chef du département des Affaires européennes et internationales, direction générale des Patrimoines

16h50-17h10 Débats

17h10-17h45

Bilan des journées et perspectives 2017

BIOGRAPHIES ET RÉSUMÉS

Jeudi 17 mars 2016

TABLE RONDE - ÉVOLUTION DE LA NOTION DE PATRIMOINE : APPROCHES CROISÉES

10h00-10h25 **Introduction**

Gaël de Guichen, conseiller du directeur général de l'ICCROM, président de séance

Gaël de Guichen est ingénieur chimiste de l'École polytechnique de Lausanne. Après avoir été responsable scientifique de la grotte de Lascaux (1968-à 1969), il a effectué toute sa carrière à l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des œuvres d'art), où il est aujourd'hui conseiller du directeur général. Dès 1975, il a initié une réflexion et un enseignement sur la conservation préventive, à laquelle, il a associé le rôle du public depuis 1990.

10h30-11h00

L'évolution de l'approche juridique de la notion de patrimoine

Marie Cornu, directrice de recherche au CNRS, Institut des sciences sociales du politique (ISP, UMR 7220, ENS Cachan, université Paris Ouest-Nanterre)

Marie Cornu est directrice de recherche au CNRS affectée à l'ISP (Institut des sciences sociales du politique, UMR 7220, ENS Cachan, université Paris Ouest-Nanterre). Ses thématiques portent en grande partie sur le droit des biens culturels et le droit de l'art. Elle co-anime avec Jérôme Fromageau un groupe de recherches international. Elle a publié plusieurs ouvrages dont : Le Droit culturel des biens, l'intérêt culturel juridiquement protégé (Bruylant, 1996), Droit, œuvres d'art et musées. La protection et la valorisation des collections (CNRS Éditions, 2^e édition, 2006, avec Nathalie Mallet-Poujol), le Code du patrimoine 2012, avec Vincent Négri, chercheur au CECOJI, Lexis-Nexis, 2^e éd., 2012), Dictionnaire comparé du droit du patrimoine culturel, avec Jérôme Fromageau, Catherine Wallaert (CNRS éd. 2012), 1913, Genèse d'une loi sur les monuments historiques (dir. J.-P. Bady, M. Cornu, J. Fromageau, J.-M. Leniaud, V. Négri ; La Documentation Française, le Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2013). Elle coordonne le module « Droit du patrimoine » à l'Institut national du patrimoine. Elle est membre de la Commission nationale Française pour l'Unesco et de la Commission scientifique nationale des collections.

Le droit du patrimoine se construit véritablement à partir de la fin du XIX^e siècle. Si quelques textes épars sont adoptés dans le contexte révolutionnaire, l'édification cohérente d'un droit se réalise plus tardivement. Les premiers textes significatifs sont la loi du 30 mars 1887 et surtout la loi du 31 décembre 1913, texte fondateur et matrice juridique dans ce champ de la protection du patrimoine culturel. En réalité, à ce moment de l'histoire du droit, on ne parle pas de droit du patrimoine, encore que l'expression soit employée dans les travaux parlementaires. On évoque notamment l'importance du « patrimoine intellectuel » ou du « patrimoine artistique ». Mais les catégories que forge alors le droit, l'objet sur lequel il institue des règles de conservation, sont plus spécifiées. La première catégorie juridique apparue en 1887 et encore présente en 1913 est celle de "monument historique dont la conservation présente un intérêt public du point de vue de l'art ou de l'histoire". Une certaine conception se déploie dans l'appréciation de cet intérêt public avant tout nourri par la science historique, l'histoire de l'art, l'archéologie. Dans les premiers temps de la protection, la notion de monument historique renvoie au registre de l'exceptionnalité, de la rareté, du moins est-ce le discours porté par les parlementaires, qui évoquent les chefs-d'œuvre du génie humain. Cette notion-cadre évolue au fil du temps. Un des moments clés est le tournant des années 1970, précisément au moment où la notion de patrimoine fait véritablement son entrée comme catégorie d'action publique. Source d'attention pour le politique, elle se « juridicise » plus tardivement avec l'adoption du Code du patrimoine. Selon l'article premier, « le patrimoine s'entend, au sens du présent code, de l'ensemble des biens, immobiliers ou mobiliers, relevant de la propriété publique ou privée, qui présentent un intérêt historique, artistique, archéologique, esthétique, scientifique ou technique ». Très fortement déterminée par l'approche initiée en 1913, cette définition

générique, en réalité, ne rend compte ni de la diversité des objets, ni encore de l'évolution chronologique, typologique et conceptuelle (F. Choay). En particulier, l'évolution temporelle rapproche de nous le patrimoine à protéger, posant des questions inédites qui touchent au droit du patrimoine mais aussi au droit de la création. L'apparition de nouvelles typologies d'objets, venues du patrimoine scientifique et technique, et encore le renouvellement de l'approche patrimoniale, avec l'introduction de la notion de « patrimoine immatériel », font émerger d'autres enjeux que la conservation entendue au sens matériel et ces enjeux interrogent aussi le cadre juridique. Enfin, la notion juridique de patrimoine, concentrée dans le Code du patrimoine sur une vision étatique, se déploie aujourd'hui dans d'autres espaces. Aux côtés des éléments définis comme présentant de l'intérêt pour le patrimoine national prennent rang des patrimoines d'intérêt local. Il faut se demander en quoi ces mutations observées dans la perception juridique de l'objet patrimonial influencent ou transforment, plus ou moins en profondeur, les missions cardinales de conservation ou de restauration.

11h05-11h35

La conservation-restauration face à la diversité de ses objets : quelles approches pour quels patrimoines ?

Marie Berducou, maître de conférences honoraire, coordinatrice de la filière universitaire de formation à la conservation-restauration, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne

Après des études d'histoire, d'archéologie, de conservation-restauration et d'épistémologie, Marie Berducou a longtemps assuré, sous la direction de Jean-Pierre Sodini, la coordination pédagogique de la maîtrise de sciences et techniques « Conservation-restauration des biens culturels » créée à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne au début des années 1970. Elle a enseigné plus de trente ans dans cette formation (aujourd'hui « master de conservation-restauration des biens culturels »). Parallèlement, elle a participé à la création du DESS de conservation préventive (aujourd'hui « master de conservation préventive du patrimoine ») et y a donné de nombreux cours. Pendant un peu plus de quatre ans, elle a dirigé l'IFROA (Institut français de restauration des œuvres d'art), aujourd'hui le département des restaurateurs de l'Institut national du patrimoine. Elle a ensuite brièvement dirigé, à la demande du président de l'université, la filière de formation à la conservation-restauration de Paris I. Tout au long de sa vie universitaire, elle a très régulièrement participé à de nombreuses activités de l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des œuvres d'art) et aux enseignements dispensés par l'École du Louvre et l'Institut national du patrimoine, et plus ponctuellement à certains programmes de l'Université libre de Bruxelles. Marie Berducou est parmi les auteurs du premier code déontologique français de la conservation-restauration, du document de Pavie (21 octobre 1997) et de la terminologie adoptée par l'ICOM-CC (International Council of Museums) à New Delhi en 2008.

Au milieu du XXe siècle, Cesare Brandi a élaboré une théorie de la restauration dont les fondements reposent, comme il l'a écrit, sur une conception de la nature spécifique et essentielle des œuvres d'art, ce qu'on pourrait appeler leur ontologie. Les œuvres d'art induisent pour lui une posture très particulière : on peut les restaurer, alors que tout le reste peut être réparé. Quelques décennies plus tôt, Aloïs Riegl, grand historien de l'art autrichien, avait pressenti que la conservation et la restauration étendraient progressivement leur champ d'intervention à bien d'autres domaines que celui des chefs-d'œuvre de l'art et de l'architecture. La fin de ce siècle et le début du XXIe ont vu en effet une diversification rapide et sans précédent de la notion de patrimoine. On ne sait plus de quels qualificatifs user pour le désigner : artistique, scientifique, technique, archéologique, industriel, archivistique, monumental, naturel, architectural, vernaculaire, religieux, historique, mémoriel... Bien sûr, nous savons tous que ces adjectifs s'additionnent parfois. Peut-on imaginer qu'en matière de conservation-restauration, une seule approche théorique, méthodologique et déontologique, puisse être appliquée à des domaines aussi variés ? Oui et non. Ou plutôt, non et oui. Non, parce qu'une certaine marge de manœuvre nous est accordée. Des impératifs sociaux, culturels et économiques viennent interférer avec nos décisions et nos appréciations, que nous soyons architectes, restaurateurs, conservateurs, archivistes. Nous parlons ici de l'intelligence des situations, des enjeux collectifs que nous devons entendre et auxquels nous devons répondre. Oui, parce que, si l'on relit Brandi ou Riegl, avec l'esprit de ce siècle, l'essentiel reste le chemin qu'ils ont su ouvrir : identifier, à tout moment, ce devant quoi l'on se trouve, véritablement en cerner l'identité, avec tous les moyens disponibles ; comprendre enfin pour quelles raisons nos sociétés choisissent d'extraire quelques biens, devenus « culturels », du cycle naturel des choses banales de la vie (être utilisées, être usées, être abandonnées puis oubliées). Pourquoi les avoir choisies, vouloir les faire durer, et les

transmettre ? Pourquoi, pour qui, et surtout comment y parvenir avec des objets aujourd'hui aussi disparates ? Ces questions seront explorées à l'aide d'exemples contemporains. Mais aucune réponse dogmatique ne saurait leur être apportée...

11h40-12h10

Le maire à l'approche de son patrimoine

Dominique Herpin-Poulenat, maire de Vétheuil (Val-d'Oise), vice-présidente de la communauté de communes Vexin-Val de Seine

Dominique Herpin-Poulenat est maire de Vétheuil (Val-d'Oise) depuis 1995, vice-présidente du parc naturel régional du Vexin français, vice-présidente de la communauté de communes Vexin-Val de Seine.

Vétheuil est un charmant village rural situé dans le Val-d'Oise, aux portes de la Normandie, possédant une majestueuse église – classée monument historique en 1845 – dominant la Seine et les falaises de craie. Ce fort bel édifice renferme également nombre d'objets et antiquités, classés eux aussi, qui concourent à sa notoriété. Et c'est là que les difficultés commencent ! Comment conserver et valoriser son patrimoine sans l'exposer aux convoitises ? Comment conserver ce patrimoine, voire le restaurer, avec des moyens financiers limités ? L'église et ses « trésors » ne sont pas toujours la priorité d'une équipe municipale... Comment le valoriser et le faire connaître du plus grand nombre, en commençant par les habitants de la commune ? Comment le faire découvrir aux touristes tout en le protégeant pour éviter toute exaction ? Donner accès à son patrimoine en l'exposant aux yeux du plus grand nombre peut aussi susciter des tentations qu'il convient d'évaluer afin d'éviter des disparitions... Toutes ces questions représentent un défi pour le maire, dépositaire temporaire de richesses qui font l'âme de son territoire et qu'il doit s'acharner à conserver et protéger, faire respecter et faire apprécier pour les transmettre aux générations suivantes.

AXE 1 - GARDER OU JETER : TRI/SÉLECTION

14h00-14h10 **Introduction**

Marie Cornu, directrice de recherche au CNRS, Institut des sciences sociales du politique (ISP, UMR 7220, ENS Cachan, université Paris Ouest-Nanterre), présidente de séance

14h15-14h35

Le récolement, l'heure du choix ?

Pascale Samuel, conseillère pour les musées, direction régionale des Affaires culturelles Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Pascale Samuel est conseillère pour les musées à la direction régionale des Affaires culturelles Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées depuis 2012. Elle y a notamment accompagné le projet de création du musée Soulages à Rodez. Diplômée de l'École du Louvre, titulaire d'un master en gestion des institutions culturelles et d'un master en conservation préventive, elle est maître de conférences associée à l'université Paul Valéry à Montpellier depuis 2007. Après avoir débuté sa carrière au Centre Pompidou, elle a été conseillère pour les musées à la direction régionale des Affaires culturelles du Limousin de 2006 à 2012, période où ont été développés le projet de la Cité de la tapisserie à Aubusson, la rénovation du musée des Beaux-Arts de Limoges et celle du musée national Adrien Dubouché.

Obligation légale, imposée par la loi musée de 2002 (livre IV du code du patrimoine), le premier récolement décennal des collections des musées de France vient de s'achever. Cette opération a été un chantier de première importance pour ces institutions. Mais sa suite, la phase dite de « post-récolement » n'en est pas moins complexe. Les apports du récolement sont évidents : amélioration de la connaissance des collections, précision de leur statut juridique, signalement des objets manquants, parfois même redécouverte d'éléments patrimoniaux. Dès lors, le récolement ne s'assimile pas tant à un pointage qu'à une nouvelle phase de collecte, ainsi qu'en témoignent les sollicitations des commissions scientifiques régionales d'acquisition des musées de France. À l'inverse, des cas relatifs à la dégradation avancée d'œuvres, voire à leur disparition, ont été rapportés devant les mêmes instances. Quand doit-on procéder à une radiation ? Dans quelle mesure un bien

peut-il être considéré comme détruit, là même où il a encore une existence matérielle ? Un bien ethnographique lacunaire et sans provenance peut-il être considéré comme détruit ? Ces questions demandent-elles des interprétations de la loi musée ? À partir d'exemples précis, cette communication interrogera les limites des choix laissés aux responsables des collections à la suite de la phase de récolement. Elle mettra en perspective leur accompagnement possible par la communauté scientifique et les services de l'État.

14h40-15h10

Le désherbage en bibliothèque : principes et controverses

Hélène Richard, inspecteur général des bibliothèques, ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Bernard Huchet, conservateur des collections patrimoniales de la bibliothèque municipale de Caen

Hélène Richard est archiviste paléographe, conservateur général des bibliothèques. Elle a exercé les fonctions de directeur adjoint des bibliothèques de la Ville de Poitiers, de directeur des bibliothèques et archives de la Ville de Besançon, puis de directeur du département des Cartes et Plans de la Bibliothèque nationale de France. À l'Inspection générale des bibliothèques, à côté des missions de contrôle exercées pour le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère de la Culture et de la Communication, Hélène Richard a été chargée de plusieurs rapports thématiques (la formation aux questions patrimoniales dans les bibliothèques, la gestion du dépôt légal imprimeur, l'action territoriale de la BnF...). Elle a publié livres ou articles sur l'histoire du livre et des bibliothèques et travaille par ailleurs sur l'histoire de l'exploration scientifique maritime française (XVIII^e et XIX^e siècles).

Bernard Huchet est conservateur général des bibliothèques, responsable des collections patrimoniales de la bibliothèque classée de Caen. Il a été chef du bureau du patrimoine à la direction du Livre et de la Lecture (1989-1994) et a participé à plusieurs ouvrages collectifs sur la conservation du patrimoine écrit.

Pourtant préconisé par les manuels professionnels depuis l'Ancien Régime, le désherbage, à bien des égards, demeure un tabou dans les bibliothèques. Bien que la plupart des collections soient composées d'exemplaires produits en grand nombre, leur élimination régulière correspond à des critères complexes (missions spécifiques de l'établissement, participation à des entreprises locales ou nationales de conservation partagée, prise en compte des attentes et des besoins des publics desservis...) qui ne sont pas seulement de nature patrimoniale et questionnent aussi le rôle immédiat des bibliothèques dans la société contemporaine. Au-delà des controverses régulièrement provoquées par certaines opérations de désherbage, il convient d'affirmer la nécessité d'y procéder, mais aussi de rappeler qu'elles ne peuvent s'envisager sans un rigoureux cadre scientifique, procédural et réglementaire.

15h15-15h35

Les fonds patrimoniaux de l'Institut national de la propriété industrielle, richesses et diversités

Steeve Gallizia, archiviste, responsable des archives physiques et des projets de numérisation, INPI

Steeve Gallizia est historien, archiviste diplômé du DESS Archives de l'université de Mulhouse. Archiviste à Gaz de France puis à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) depuis 2012, il est responsable des archives physiques et des projets de numérisation.

Héritier des multiples institutions qui l'ont précédé depuis la fin du XVIII^e siècle, l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), créé en 1951, est devenu la mémoire de la création technique en France. Le patrimoine qu'il conserve est remarquable, tant par son volume, son ancienneté que sa diversité. L'intégralité des brevets d'invention déposés depuis 1791, des marques depuis 1858, des dessins et modèles depuis 1910 ainsi que les archives du Registre national du commerce et des sociétés représente plus de 140 kilomètres linéaires de documents originaux. Ce gisement, jusque-là inexploré, constitué par les activités de générations d'inventeurs, de créateurs et d'industriels, est loin d'être épuisé. Il représente un potentiel scientifique absolument unique, qui reste d'actualité malgré les années écoulées. Il permet de comprendre comment la technique, l'économie et la société ont évolué au cours de ces deux derniers siècles. Il doit constituer encore

aujourd'hui une source permanente d'inspiration. Conscient de cette richesse, l'INPI entreprend depuis plusieurs années de mettre ces archives à la disposition des créateurs, des entrepreneurs, du monde universitaire et du grand public. Les projets de conservation, de diffusion et de valorisation actuellement menés ont pour but d'offrir un nouveau regard sur l'innovation française mais aussi de la soutenir et la susciter.

16h05-16h25

La procédure d'acquisition : un temps d'échange privilégié avec l'artiste, un moment clé pour la documentation de l'art contemporain

Anne-Laure Saint-Clair, chargée de l'étude et du développement de la collection du MAC VAL (musée d'Art contemporain du Val-de-Marne)

Diplômée de l'École du Louvre, Anne-Laure Saint-Clair a dirigé le musée Robert Dubois-Corneau à Brunoy (Essonne) de 2002 à 2010. Depuis 2010, elle est chargée de l'étude et du développement de la collection du musée d'Art contemporain du Val-de-Marne.

La procédure d'acquisition d'une œuvre contemporaine est un moment clé, un temps d'échange unique avec l'artiste qui permet de documenter avec précision son œuvre et d'envisager son devenir au sein des collections publiques. Il s'agit d'identifier les matériaux constitutifs de l'œuvre, d'élaborer une documentation technique relative à l'œuvre, de définir les modalités de son exposition, d'appréhender sa maintenance, d'anticiper son vieillissement, sa disparition ou son remplacement. D'une réalité de terrain, relative à nos pratiques institutionnelles, aux difficultés rencontrées au cas par cas, lors des montages, des incidents, des dégradations (des matériaux, des manipulations, du public), des nécessités de restauration, nous avons fait le constat de notre méconnaissance de certaines œuvres, pratiques artistiques. Forts de ces échecs, nous avons décidé de constituer systématiquement, au moment de l'acquisition d'une œuvre, une documentation technique rigoureuse, en complément des pièces juridiques, administratives et comptables déjà existantes.

- Formulaire de pré-acquisition spécifique, élaboré par le MAC VAL, en fonction de la nature de l'œuvre, véritable annexe à la convention d'acquisition (questionnaire technique très précis, questions de conservation-restauration, de cession de droits incorporels...);
- Documentation technique : plans de montage, fiche technique, volume en réserves, durée et personnel nécessaires pour l'installation, maintenance, fonctionnement, collaborateurs, laboratoires, fournisseurs, références;
- Interview de l'artiste pour connaître sa position quant aux restaurations potentielles, au remplacement de certains matériaux...

Mesurer réellement la nature de l'œuvre, son coût d'installation, son coût de fonctionnement sont autant de paramètres non négligeables, véritables arguments pour négocier le prix lors de l'acquisition. Exemples : *Les grands fumeurs* d'Alain Séchas, 2007 : une restauration hors des champs classiques de compétences ; *L'ivrogne* de Gilles Barbier, 1999-2000 : absence d'une documentation précise nuisant à la réactivation de l'œuvre ; *Mur de pellicules vert* de Michel Blazy, 2015 : une œuvre à protocole, dont la matérialité temporaire résulte de la documentation.

16h30-16h50

Acharnement thérapeutique, soins palliatifs et rémission : les bois gorgés d'eau au département des Recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM)

Lila Reboul, chargée de mission, DRASSM

Nathalie Huet, ingénieure de recherche, DRASSM

Lila Reboul, spécialiste en conservation préventive des biens culturels maritimes, est chargée depuis 2010 de la conservation préventive et de la gestion des collections au DRASSM. Plongeuse professionnelle, elle participe aux opérations archéologiques et suit les vestiges, de leur prélèvement in situ à leur mise en valeur dans les différentes institutions. Elle intervient depuis 2013 au master Momarch de l'université Aix-Marseille. Elle a été responsable de la conservation préventive de 2004 à 2008 sur les fouilles de La Natière, au large de Saint-Malo, dirigées par Michel L'Hour et Elisabeth Veyrat.

Nathalie Huet a suivi un double cursus en sciences des matériaux industriels, avec une spécialité en céramique (Limoges), et en archéosciences (Dijon). Elle a ensuite coordonné des travaux à la fois sur les problématiques de l'altération des céramiques patrimoniales, de la conservation du patrimoine industriel et l'optimisation des processus de nettoyage par laser des matériaux minéraux. Pendant 10 ans, elle a dirigé le laboratoire Arc'Antique, spécialisé en restauration et étude des objets archéologiques, s'intéressant majoritairement à l'analyse des matériaux et de leurs altérations ainsi qu'à la conception ou l'optimisation de processus de conservation-restauration. Affectée au DRASSM depuis 2010 au sein de la cellule conservation préventive et gestion des collections, elle assure, en collaboration avec Lila Reboul, le suivi des objets, de leur découverte jusqu'à leur étude et/ou valorisation dans des lieux culturels. Les missions sont variées et concernent aussi bien une assistance aux archéologues et aux gestionnaires de musées, comme la mise en place de mesures conservatoires pour des objets découverts fortuitement, l'inventaire et le reconditionnement des collections stockées dans 15 dépôts spécialisés, et ce pour 11 millions de km² sous la responsabilité du DRASSM.

Depuis 1966, date de création du DRASSM, nombre de « biens culturels maritimes » (BCM) ont été mis au jour, conservés ou non dans l'un des quinze dépôts officiels du DRASSM ou mis en dépôt dans une centaine de musées français. Le milieu aquatique permet une préservation exceptionnelle des vestiges, notamment ceux en matières organiques. Mais dès leur sortie de l'eau, sans une chaîne opératoire efficace, ils sont voués à une destruction certaine. Pour les découvertes actuelles, qu'elles soient fortuites ou issues d'opérations de fouilles programmées, des mesures en conséquence sont censées assurer leur pérennité : conservation *in situ*, réimmersion en lieu sécurisé ou sortie de l'eau raisonnée. Cependant pour les 40 ans de passif, nous sommes devant les faits accomplis : des vestiges toujours conservés en eau, dont il faut assurer la maintenance (niveau d'eau, contaminations...), en saisissant la moindre occasion de vanter leur potentialité à chaque projet d'exposition, dans l'espoir qu'un traitement de conservation-restauration soit pris en charge par un musée. Entre l'acharnement thérapeutique pratiqué par les bénévoles aux moyens de traitements fantaisistes, les soins palliatifs prodigués à d'autres objets depuis des lustres, quelques BCM tirent leur épingle du jeu, telle l'épave de Port-Vendres 1, et bénéficient d'une rémission encourageante pour les collections toujours en souffrance.

16h55-17h15

Conserver au regard de l'histoire : la restauration des sculptures monumentales de la cathédrale de Reims

Jonathan Truillet, conservateur régional des monuments historiques, direction régionale des Affaires culturelles Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

Nommé conservateur des monuments historiques en 2009, Jonathan Truillet est, depuis 2012, chef de la conservation régionale des monuments historiques de Champagne-Ardenne. À ce titre, il est responsable des programmes de restauration sur les monuments historiques de l'État dans cette région. Il coordonne ainsi le comité scientifique chargé du suivi de la restauration de la cathédrale de Reims, en particulier pour les interventions sur l'étage de la rose occidentale.

Pouvons-nous et devons-nous restaurer les sculptures délitées et altérées de la cathédrale des sacres ? À partir de l'exemple du chantier en cours sur la statuaire monumentale de l'étage de la rose occidentale, cette communication fera le point sur les doctrines de restauration appliquées à ce monument insigne du patrimoine national, marqué par les destructions de la Première Guerre mondiale. Comment concilier les exigences d'authenticité et de traitement des urgences sanitaires, celle de restitution de la lisibilité d'un programme iconographique complexe exprimé à travers plus de 2 300 sculptures et la nécessité de ne pas gommer totalement les traces du premier conflit mondial ? Restaurer la cathédrale de Reims revient forcément à s'interroger sur les conséquences de nos interventions au regard de l'histoire. De ce point de vue, le chantier en cours sur l'étage de la grande rose symbolise parfaitement ces enjeux. Cette partie de l'édifice abritait un ensemble iconographique très riche déclinant diverses approches symboliques de la royauté mais qui a particulièrement souffert des bombardements allemands. Nous rappellerons d'abord l'évolution de la doctrine de restauration sur la cathédrale puis la manière dont le comité scientifique réuni à l'occasion de ce chantier a confronté cette doctrine aux contingences techniques du projet. Le parti global de restauration sera présenté ainsi que le détail des solutions mises en œuvre.

Vendredi 18 mars 2016

AXE 2 - QUAND LES MATÉRIAUX NOUS METTENT À L'ÉPREUVE

9h00-9h20 **Introduction**

Dominique Gagneux, conservatrice en chef du patrimoine, musée d'Art moderne de la Ville de Paris, présidente de séance

Dominique Gagneux est conservatrice en chef au musée d'Art moderne de la Ville de Paris. Commissaire d'expositions (dernièrement « Baselitz sculpteur » en 2011-2012 et « Serge Poliakoff. Le rêve des formes » en 2013-2014), elle est également en charge de la collection d'art décoratif des années 30. Spécialiste des questions de conservation-restauration de l'art contemporain, elle enseigne à l'École du Louvre et à l'Institut national du patrimoine. Elle est par ailleurs membre du comité de lecture de la revue Coré.

Les interventions de cette journée ont en commun de traiter des problèmes que posent les matériaux à ceux qui ont la charge de les entretenir. L'un des thèmes sous-jacents est celui de la disparition, qu'elle soit le fait d'agressions extérieures ou que les œuvres portent en elles les germes de leur propre destruction. Or, parler de disparition d'un objet dans une institution patrimoniale va à l'encontre de ses missions fondamentales. L'œuvre d'art contemporain, avec sa transgression des règles muséales, sa matérialité parfois intermittente ou sa mutabilité, contraint le responsable de sa conservation à une prise de conscience rapide de sa possible disparition, à anticiper le remplacement de ses éléments, à effectuer un tri avant même l'entrée dans les collections.

9h25-9h45

Quel avenir sans les buis ?

Jean-Michel Sainsard, expert parcs et jardins, sous-direction des Monuments historiques et des Espaces protégés, direction générale des Patrimoines

Jardinier des Domaines de l'État, Jean-Michel Sainsard a été affecté de 1978 à 2004 aux domaines de Matignon, Champs-sur-Marne, Malmaison et Compiègne. En 2004, il rejoint la direction de l'Architecture et du Patrimoine comme chargé de mission. Depuis 2010, il exerce les fonctions d'expert pour les parcs et jardins protégés au titre des monuments historiques à la direction générale des Patrimoines.

Dernier article publié avec Stéphanie de Courtois et Denis Mirallié : « Le jardinier et le projet, pour une adaptation aux changements climatiques », Actes du colloque Historic Gardens and Climate Change Recommendations for Preservation, Potsdam, 2014. Il anime un blog, « L'année du Jardinier » <http://anneedujardinier.blogspot.fr/>

Les parterres de buis des plus fameux jardins du monde sont menacés par les champignons *Cylindrocladium buxicola*, le *Volutella buxi* et, dans une moindre mesure, par la chenille du papillon *Cydalima perspectalis*, (Pyrale du buis). Ces maladies incurables font naître un grand désarroi chez les propriétaires et gestionnaires de jardins. S'il existe un espoir de traitement efficace pour la Pyrale du buis, il est temps d'admettre qu'il n'y aura aucun traitement pour les champignons et que la solution, comme pour la graphiose de l'orme (*Graphium ulmi*) ou le chancre coloré du platane (*Ceratocystis platani*), est la découverte d'un clone résistant. C'est une situation grave pour la botanique et la biodiversité, c'est un choc affectif pour le propriétaire et le jardinier qui doivent se résigner à se séparer de végétaux aimés. Enfin, c'est une problématique financière importante pour certains jardins. Mais est-ce aussi grave qu'on veut bien le dire pour les jardins ? Si le remplacement du buis conduit en topiaire ou en port libre est relativement simple, le remplacement des buis de bordure composant les parterres s'avère plus compliqué. Les pépiniéristes cherchent sans succès la plante présentant les mêmes caractéristiques que le buis. Cette démarche emprunte une fois de plus la route qui mène à la mauvaise porte d'entrée du jardin. On cherche une solution par le végétal et non par le Projet. Alors, il faut se rappeler que le parterre est une écriture du moment. Il faut redessiner, recomposer, réinventer ces parterres. Avec de la chance et du génie, nous réveillerons et nous sublimerons enfin nos parterres endormis.

9h50-10h10

Ardoise, pierre, marbre, bois, métal,... Carrières fermées et problématiques d'approvisionnement en matériaux des chantiers monuments historiques

Lise Leroux, ingénieur de recherche, Laboratoire de recherche des Monuments historiques

Lise Leroux, géologue, est ingénieur de recherche au Laboratoire de recherche des Monuments historiques. Au sein du pôle scientifique « Pierre », elle est plus particulièrement en charge de l'identification des pierres en œuvre, de leur provenance et de la proposition de pierres de substitution pour les chantiers monuments historiques.

Le choix des matériaux sur les chantiers monuments historiques est un point crucial tant du point de vue éthique qu'économique. La charte de Venise nous guide : « La restauration... a pour but de conserver et de révéler les valeurs esthétiques et historiques du monument et se fonde sur le respect de la substance ancienne... ». Mais des remplacements de matériaux peuvent être nécessaires. Or, pour diverses raisons économiques, sociologiques, environnementales..., les matériaux originels sont parfois inaccessibles. Cette problématique nécessite de développer la recherche visant à améliorer nos connaissances sur les phénomènes de dégradation et la mise au point de techniques conservatoires respectueuses de la matière originelle, de se donner la possibilité de substituer par d'autres ces matériaux non disponibles ou de trouver des solutions pour les rendre à nouveau disponibles pour le cas particulier du patrimoine. L'approvisionnement en pierre est un exemple : les carrières d'origine sont souvent fermées, disparues ou épuisées, obligeant à sélectionner une pierre de substitution, en priorité sur l'aspect et la composition. Ce choix est accompagné d'une étude pétrophysique, visant à une bonne compatibilité (l'introduction dans un parement d'une pierre aux propriétés différentes peut mener à des dégradations affectant celle en œuvre, nuisant à terme à l'authenticité de l'édifice). Ceci nécessite de bien connaître les propriétés des pierres originelles et de substitution et de comprendre les phénomènes physico-chimiques en jeu. La variété des pierres de taille disponibles sur le marché est faible, car les carrières sont soumises à une réglementation contraignante, peu favorable à l'ouverture de petites exploitations. Elles sont parfois très éloignées du monument (coûts du transport et impact CO2 souvent négligés). En 2006, la réglementation a été adaptée pour les besoins du patrimoine par une loi (décret du 31 mai 2006, rubrique 2510-6) qui permet l'exploitation sans autorisation (régime déclaratif soumis à contrôle) de faibles quantités de matière destinées à la restauration du bâti « dont l'intérêt patrimonial ou architectural justifie que celle-ci soit effectuée avec leurs matériaux d'origine ».

10h15-10h35

L'art contemporain : à matériau éphémère, œuvre éphémère ?

Gilles Barabant, chef de la filière XX^e siècle-art contemporain, Centre de recherche et de restauration des musées de France, département restauration

Gilles Barabant est responsable de la filière XX^e siècle-art contemporain au Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF). À ce titre, il travaille en partenariat avec de nombreux musées à l'étude technique et scientifique des collections et à la définition des interventions de conservation.

Dresser la longue liste des matériaux périssables et instables utilisés par les artistes contemporains relève de la gageure mais la conservation de ces œuvres n'est cependant pas aussi vaine ni aussi désespérée qu'elle paraisse de prime abord. L'étude de quelques cas emblématiques montre en effet que cette matérialité transitoire et problématique n'entraîne pas forcément la disparition de l'œuvre elle-même. Les dispositifs de pérennisation sont tout autant dictés, sinon plus, par la logique de l'œuvre, par le statut divers de ses matériaux et par le respect de l'intention de l'artiste que par de strictes questions physico-chimiques. La réactivation, l'interprétation, le remplacement, la réfection sont des opérations qui peuvent constituer des alternatives à la restauration. Pour être légitimes, ces actions ne doivent toutefois pas contrevenir à l'authenticité de l'œuvre, ce qui suppose évidemment que le travail d'analyse critique de l'œuvre et du travail de l'artiste ait été réalisé au préalable.

11h05-11h25

Le plastique c'est fantastique : consommation, évolution, conservation et mise à l'épreuve d'une discipline

Sylvie Ramel-Rouzet, conservatrice-restauratrice matériaux modernes, plastiques & élastomères, consultante en conservation préventive

Sylvie Ramel-Rouzet est conservatrice-restauratrice spécialisée en matériaux modernes, matériaux plastiques et élastomères. Également consultante en conservation préventive, elle exerce depuis plus de quinze ans son activité avec un intérêt particulier pour la recherche appliquée à ces matériaux et l'évolution des méthodes de conservation. Elle participe depuis ses études à des projets de recherches et sensibilise à la conservation de ces biens par le biais de la formation et de conseils.

Les plastiques sont omniprésents dans notre quotidien et enrichissent de plus en plus les collections patrimoniales dans de nombreux types de collections : scientifiques et techniques, de société, de design, de jouets, de mode et bien entendu, d'art contemporain. D'abord produits de substitution réalisés en petites quantités, ils sont aujourd'hui des produits de consommation et fabriqués de manière massive. Leur durée de vie, définie précisément dans l'industrie, prend une valeur plus relative dans le milieu patrimonial. Les nombreuses familles de plastiques, évolutives et sensibles, éprouvent nos métiers. La conservation-restauration de ces nouvelles matières est une discipline à forte évolution depuis ces quinze dernières années, et elle se construit au fur et à mesure des problématiques, des demandes, des restaurations et projets d'études et recherches. Qu'est-ce que la restauration des matériaux plastiques aujourd'hui et comment pouvons-nous l'imaginer demain ?

11h30-11h50

Amiante : l'archiviste et l'invisible

Michel Thibault, conservateur général du patrimoine, responsable du département de la conservation, Archives nationales

Après une carrière dans des services d'archives départementales (Indre-et-Loire, 1978-1991 ; directeur des archives d'Eure-et-Loir, 1996-2006) et un passage par l'administration centrale (direction des Archives de France, 1993-1996), Michel Thibault a rejoint en 2007 les Archives nationales où il a été successivement responsable des salles de lecture du site de Paris (2007-2010) puis chargé de mission pour la création du référentiel des producteurs (2010-2013), avant de se voir confier la responsabilité du département de la conservation.

L'amiante constitue un danger doublement invisible : en raison de la taille microscopique de ses fibres bien sûr, mais aussi parce que les effets de leur ingestion sur la santé humaine ne se manifestent qu'après un délai de vingt ans ou plus. La présence de fibres d'amiante sur ou à l'intérieur de boîtes d'archives peut donc passer inaperçue à double titre. Elle a cependant été détectée dans des fonds conservés par les Archives nationales, et des solutions ont dû être mises au point pour évaluer l'importance de cette pollution, identifier les boîtes contaminées et en traiter le contenu, avant de permettre au personnel comme aux usagers des Archives nationales d'accéder aux documents en toute sécurité. À Nantes, l'origine professionnelle d'un mésothéliome a été reconnue chez une ancienne employée des archives départementales de Loire-Atlantique. On ne peut exclure que d'autres cas apparaissent un jour. Si des mesures de prévention s'imposent, les définir ne va pas de soi. Comment déceler la présence de fibres d'amiante dans des fonds d'archives ? Si l'on admet que rechercher leur présence dans la totalité de la masse documentaire conservée est un objectif à la fois hors de portée et sans doute inutile, comment identifier les fonds à risques sur lesquels faire porter l'effort ? Enfin, lorsque la pollution est avérée, comment « désamianter » les documents et leurs conditionnements ? Le colloque offre l'occasion de faire le point sur ces questions.

11h55-12h15

Poisons dans les collections : un vaste chantier mais une prise de conscience qui avance et des solutions qui émergent

Nathalie Palmade-Le Dantec, adjointe au directeur des études du département des restaurateurs, chargée de la formation permanente, Institut national du patrimoine

Nathalie Palmade-Le Dantec, adjointe au directeur des études, chargée de la formation permanente au département des restaurateurs de l'INP est conservateur-restaurateur de peintures et consultante en conservation préventive. Elle mène des travaux de recherche en toxicologie depuis 1992 (première publication sur la toxicité à la commission hygiène et sécurité de l'Institut Pasteur, sous la direction d'Henri Michaud, 1992 ; allocation d'études et de recherche sur le remplacement des solvants les plus toxiques au CNRS, sous la direction d'André Picot (1993-1997)). Elle enseigne sur ce sujet en formation initiale, participe à de nombreux colloques et propose régulièrement aux professionnels des formations sur ce thème. Pour l'INP, elle a participé au projet européen Joconda (LLP Nr. 2011-1-FR1-EE04-242156) sur la santé et la sécurité au travail dans le domaine de la conservation-restauration et pour parfaire sa connaissance en ce domaine, elle suit depuis 2014 la formation longue « toxicologie-toxicochimie fondamentale appliquée en milieu de travail et environnement » dispensée par ATC Toxicologie.

Les collections peuvent contenir des substances dangereuses pour l'homme et son environnement, la présence de ces composés pose des difficultés, notamment des moyens disponibles pour les détecter et des précautions à prendre dans la gestion des collections contaminées. Pour donner quelques exemples de polluants dans les collections, le plomb est très présent dans les préparations des peintures, des adhésifs mais aussi dans les ouvrages en métal, les sculptures, les céramiques et le verre. Concernant les collections d'histoire naturelle, l'arsenic et le mercure ont été communément employés pour la préparation et la conservation des collections. Le mercure, seul métal liquide et extrêmement volatil à température ambiante, est également présent dans les collections scientifiques et techniques. L'amiante, cancérigène avéré pour l'homme et responsable de très nombreuses maladies respiratoires graves, est présente dès l'Antiquité (céramiques) et son utilisation s'est considérablement développée au XIX^e siècle, jusqu'en 1996, date de son interdiction en France. Si les collections qui contiennent des substances dangereuses posent des problèmes de stockage, de logistique et de gestion, c'est surtout lors des interventions de manipulation, de dépoussiérage et de restauration que les personnes sont les plus exposées et qu'il faut mettre en place des mesures de protection strictes, adaptées et contrôlées. Des formations faites au sein des institutions confrontées à ce problème ont permis d'améliorer ponctuellement la situation et surtout de dégager des plans d'action et des procédures de protection pour le personnel et les intervenants externes. Lorsque le risque existe, il est impératif que l'institution mette en place une campagne de détection, et lorsqu'un objet est testé positivement, une gestion d'urgence et d'information non équivoque.

AXE 3 - GÉRER LA DISPARITION, DOCUMENTER LA PERTE

14h00-14h10 Introduction

Roland May, conservateur général du patrimoine, directeur du Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine, président de séance

Après avoir dirigé plusieurs établissements en région (Langres, Marseille), Roland May a assuré la fonction de conseiller musée au sein de la direction régionale des Affaires culturelles de Rhône-Alpes (1992-2000). En 2000, il rejoint le Centre de recherche et de restauration des musées de France pour mettre en place le Département de conservation préventive, puis en 2005 le Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration à Marseille dont il assure la direction depuis 2007. Il participe depuis 2004 aux travaux européens de normalisation et a notamment coordonné les normes « Pôles de conservation » et « vitrine ». Il a publié divers articles sur les enjeux et les politiques en conservation-restauration du patrimoine.

14h10-14h30

Restaurer des œuvres et/ou conserver des documents : l'exemple des collections du musée des Monuments français

Christine Lancrestremère, conservatrice en chef du patrimoine, chef du service de la conservation, musée Rodin

Christine Lancrestremère est conservatrice de musée depuis 1996. Après avoir travaillé notamment au Centre de recherche et de restauration des Musées de France pour s'occuper des restaurations de sculptures puis au musée des Monuments français où elle était chargée de la collection des moulages,

elle a pris ses fonctions au musée Rodin en janvier 2016. Ses recherches portent principalement sur la sculpture selon des approches diverses : sculpture médiévale, techniques de création, questions de conservation-restauration, collections de moulages...

Les collections du musée des Monuments français ont été et sont encore, dans leur majorité, créées pour lui, pour répondre à ce projet particulier d'un parcours didactique consacré à l'histoire de la sculpture monumentale, de la peinture murale ou bien encore de l'architecture du XX^e siècle. Cette caractéristique a, depuis la création du musée de Sculpture comparée en 1879, toujours eu un impact sur les choix et les méthodes de conservation et de restauration des collections. Selon que l'on considère les moulages, les copies de peintures murales ou les maquettes comme des reproductions, des documents ou des œuvres à part entière, les pratiques évoluent avec le temps, selon les types de collections, les valeurs attribuées à ces objets et le rôle qui leur est dévolu. Les interventions de conservation-restauration mises en œuvre au musée des Monuments français doivent être analysées dans le contexte plus large de la gestion des collections et différents exemples nous permettront d'aborder ces questions de choix de préservation, d'intervention ou de non-intervention dans une perspective à la fois historique et actuelle.

14h35-14h55

La terre dans tous ses états

Marion Bernard, restauratrice-conservatrice, société Eveha

Spécialiste en restauration et conservation de mobilier archéologique, Marion Bernard est également archéologue, spécialiste du Néolithique et de la protohistoire. D'abord formée à la restauration des céramiques, elle s'oriente vers la recherche sur le métal et notamment la conservation des traces liées à la vie de l'objet dans la corrosion. Ces traces d'usure, de fabrication ou bien les restes organiques identifiables (cuir, textiles, bois,...) sont autant d'informations contenues par l'objet et qu'il est intéressant de dégager grâce à un nettoyage pour étude. C'est ainsi que tout naturellement un intérêt pour ces objets en matériaux organiques s'est imposé. Après avoir travaillé sur la congélation des cuirs et des bois comme système de stockage temporaire, elle s'est spécialisée dans l'identification des restes organiques. Parallèlement, elle poursuit actuellement ses études en archéologie par la préparation d'un doctorat sur la conservation et la restauration des artefacts en terre à bâtir : étude de cas dans le monde égéen du Néolithique et de l'âge du Bronze (7e-2e millénaire av. J.-C.). Le fil conducteur de ses différentes spécialités est la conservation et la mise au jour d'informations fugaces et très fragiles.

Bien que ce sujet soit inédit, on se rend compte qu'il est souvent soulevé dans les problématiques des chantiers de restauration. À l'instar de nombreuses sociétés, aussi bien antiques qu'actuelles, la terre est la matière première la plus utilisée au Néolithique et à l'âge du Bronze. L'étude envisagée souhaite principalement répondre aux problèmes posés par la conservation et la restauration des artefacts fabriqués en terre crue, le plus souvent de la terre à bâtir (c'est-à-dire un mélange de terre et de dégraissant grossier d'origine essentiellement végétale), qui nous parviennent accidentellement cuits à des degrés divers. Comment, à tous les stades de traitement des artefacts en question, sauvegarder le plus grand nombre possible d'informations sur leur forme et leur structure originelles ? Comment adapter les traitements aux exigences des recherches modernes sur la structure des matériaux et leur mise en forme (par exemple les analyses micromorphologiques, aujourd'hui incompatibles avec les produits de consolidation utilisés) ? Comment limiter les dégradations pour permettre d'éventuels remontages ? Comment, en un mot, accéder à la nature originelle de l'artefact ? Il convient d'établir des protocoles précis pour toutes les étapes de traitement : prélèvement, conditionnement, maniement pour étude, consolidation, restauration, conservation.

15h00-15h20

Des fragments de sols préhistoriques au musée d'Archéologie nationale : fouiller ou conserver des objets archéologiques cachés ?

Émeline Deneuve, conservatrice du patrimoine, Institut national de recherches archéologiques préventives

Titulaire de deux masters, effectués conjointement à l'École du Louvre et à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne entre 2007 et 2009, Émeline Deneuve s'intéresse tout particulièrement aux relations entre

musées et archéologie, et plus spécifiquement entre conservation et valorisation de ce patrimoine. Reçue au concours de conservateur du patrimoine en 2012, actuellement archéologue mise à disposition de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), elle mobilise les apports de recherches inscrites dans des champs historiographiques et méthodologiques divers autour des manifestations symboliques des hommes anatomiquement modernes. L'étude des collections de la grotte Richard (Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne) rassemble aujourd'hui plusieurs collaborateurs : C. Proust, Ph. Catro et C. Schwab au musée d'Archéologie nationale, en partenariat avec le C2RMF.

Au sein de la collection de la grotte Richard (Les Eyzies-de-Tayac, Dordogne), conservée au musée d'Archéologie nationale, une série d'objets a particulièrement suscité notre intérêt : un ensemble de seize petits blocs, ainsi que deux grandes plaques de brèche. Ces fragments de sols archéologiques silicifiés (conglomérats), prélevés il y a plus de 150 ans, renferment encore des objets archéologiques. Certains de ces blocs, et les plaques, sont aujourd'hui empoussiérés, et quelques objets archéologiques se désolidarisent du sédiment dans lequel ils étaient pris. La menace qui pèse sur la conservation de l'intégrité des brèches nous a poussés à proposer à l'équipe de conservation et de restauration du musée d'Archéologie nationale un protocole d'analyse et de conservation-restauration original. Cette communication a pour but de présenter l'étude envisagée de deux de ces objets : documentation, recherches d'archives, numérisation 2D et 3D associée à des méthodes d'analyse et d'imagerie, fouille en laboratoire, application d'un protocole de conservation préventive (nettoyage et consolidation). Les objectifs sont donc multiples : étude scientifique, conservation préventive et valorisation, pour mieux penser, finalement, le devenir de ces objets dont la valeur, aujourd'hui, est autant archéologique que patrimoniale.

15h50-16h15

L'exemple d'Oradour-sur-Glane

Philippe Grandcoing, historien

Adeline Rabaté, conservatrice régionale des monuments historiques, direction régionale des Affaires culturelles Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin

Philippe Grandcoing est docteur en histoire contemporaine (Les demeures de la distinction. Le phénomène châtelain dans le département de la Haute-Vienne au XIX^e siècle, thèse sous la direction d'Alain Corbin, université de Paris I, soutenue en 1997). Agrégé d'histoire, il enseigne en classes préparatoires aux grandes écoles au lycée Gay-Lussac à Limoges. Spécialiste d'histoire du XIX^e siècle, il a notamment publié : Des funérailles de porcelaine. L'art de la plaque funéraire en porcelaine de Limoges au XIX^e siècle, avec Jean-Marc Ferrer (Culture et patrimoine en Limousin, 2000), Le siècle d'or des châteaux. Haute-Vienne 1800-1914 (Culture et patrimoine en Limousin, 2002), La Limousine. Histoire d'une race bovine. XIX^e-XX^e siècles, avec Dominique Danthieux (Pulim, 2007), Fermes idéales en Limousin. Architecture et agriculture en Limousin au XIX^e siècle (dir. ; Culture et patrimoine en Limousin, 2010).

Après des études d'histoire et d'histoire de l'art à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne et à l'École du Louvre, Adeline Rabaté intègre l'Institut national du patrimoine dans la spécialité Monuments historiques. Nommée en 2010 conservatrice des monuments historiques du Limousin, puis conservatrice régionale de cette même région, elle est depuis 2016 conservatrice régionale des monuments historiques de la région Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin.

Après le massacre du village d'Oradour-sur-Glane, perpétré le 10 mai 1944 par la division SS *Das Reich*, une volonté politique forte émerge rapidement. Les gouvernements de la Libération considèrent la conservation du village dans son état de destruction, le transfert de la propriété des ruines à l'État et le classement de l'ensemble au titre des monuments historiques. Fait exceptionnel, c'est une loi, le 10 mai 1946, qui promulgue cette décision. Elle vise à faire d'Oradour-sur-Glane un site symbolisant les horreurs de la guerre à portée nationale et internationale. En regard de cette volonté politique et du symbole que devient Oradour-sur-Glane, se met en place de façon pratique une politique de conservation et de consolidation des ruines. Celle-ci s'est modifiée dans le temps, en fonction de l'évolution de l'image du village et des capacités techniques de conservation. Le village-martyr d'Oradour-sur-Glane est un monument très singulier, non seulement par sa

superficie (près de 3 hectares), son organisation complexe de bourg comprenant un peu plus de 200 bâtiments, mais également par la nature même des vestiges qui le composent. Les édifices en ruines sont toujours difficiles à conserver, mais cela se double dans le cas présent de la tentative permanente de conserver ce qui, par définition, ne peut l'être réellement : les traces fugaces d'un massacre.

16h20-16h45

Les patrimoines en guerre : Irak, Syrie et Libye. Quelle stratégie pour le post-conflit ?

Bruno Favel, chef du département des Affaires européennes et internationales, direction générale des Patrimoines

Spécialiste de géopolitique, Bruno Favel dirige le département des Affaires européennes et internationales à la direction générale des Patrimoines au ministère de la Culture et de la Communication. Il est aussi secrétaire général de la convention France-Unesco et secrétaire permanent du Comité national pour l'inscription des biens français sur la liste du patrimoine mondial. En 2015, il a été réélu président du Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Il est membre, depuis 1993, du Comité international de sauvegarde des temples d'Angkor, responsable du plan patrimoine Mali-Unesco mis en place en 2013, président du Comité patrimoine Haïti créé en 2010 et co-responsable du projet Palmyre 2016.

Depuis 1991, le ministère de la Culture et de la Communication a initié une véritable politique d'intervention en faveur des patrimoines détruits ou en danger au niveau international, fort de son expérience nationale réussie, à l'appel des pays sinistrés, en mobilisant de multiples acteurs institutionnels, professionnels et associatifs, qu'il s'agisse de post-conflit ou de cataclysme, en relation avec le ministère des Affaires étrangères et l'Unesco. Des temples d'Angkor Vat à la destruction du pont de Mostar en Bosnie-Herzégovine, aux bouddhas de Bamiyan en Afghanistan, sans oublier les séismes de Bam en Iran et d'Haïti, de l'ouragan Katrina en Louisiane jusqu'aux conflits du Mali (Tombouctou), de Syrie (Palmyre, Alep) et d'Irak (Nimroud, Mossoul). Autant d'exemples qui illustrent la montée en puissance des cataclysmes naturels (Italie, Népal, Vanuatu...) et humains, guerres (Libye, Yémen...), source de destruction des patrimoines. Il conviendra de présenter des exemples, en particulier celui d'Angkor Vat, isolé de la communauté internationale de 1974 à 1991 et aujourd'hui réintégré et devenant l'exemple à suivre pour tous les autres sites détruits par les guerres et les cataclysmes. La création du CIC (comité international de coordination) a permis avec le concours de l'Unesco, sous présidence de la France et du Japon, à la communauté scientifique internationale des États membres de sauver Angkor. Bam, Bamiyan, La Nouvelle-Orléans, Port-au-Prince et Palmyre seront également présentés et étudiés pour illustrer le propos de la construction d'une méthodologie post-cataclysme ou conflit. La reconstruction ou la construction d'artefacts comme à Mostar ou à Chauvet pour présenter le passé et sauvegarder une identité locale sont-elles des solutions ? Autant de questions à débattre.

BIBLIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE

Cette bibliographie est proposée par les intervenants et les membres du groupe de travail conservation-restauration. Au-delà des thèmes traités, nous avons choisi d'évoquer d'autres thématiques qui n'ont pas trouvé leur place dans ces Journées professionnelles (obsolescence numérique, collections ethnographiques, restes humains, spécimens d'histoire naturelle).

Introductions

Marie Cornu

Extraits de l'orientation bibliographique préparée par le centre de ressources documentaires de l'INP avec la collaboration de Marie Cornu pour le module droit du patrimoine dans la formation initiale des conservateurs du patrimoine.

*Les ouvrages et articles précédés d'un * peuvent être consultés au centre de ressources documentaires de l'Inp.*

Droit du patrimoine : ouvrages généraux, rapports et articles

**Projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine : adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, 6 octobre 2015*, Paris, Assemblée nationale, 2015, (coll. Texte adopté : "Petite loi", n° 591), 96 p.

Dossier législatif sur le site de l'Assemblée nationale : http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/liberte_creation_architecture_patrimoine.asp

Dossier législatif sur le site du Sénat : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl15-015.html> [consulté le 29 février 2016].

*CORNU Marie, BENHAMOU, Françoise (dir.), *Le patrimoine culturel au risque de l'immatériel : enjeux juridiques, culturels, économiques* : actes du colloque organisé par l'Institut national du patrimoine, Paris, 3-4 avril 2008, Paris, L'Harmattan, 2010, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 147 p.

*CORNU Marie, NEGRI Vincent (dir.), *Code du patrimoine et autres textes relatifs aux biens culturels*, 2^e éd., Paris, Lexis Nexis, 2012, XXXVI-1953 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, HOTTIN Christian (dir.), *Droit et patrimoine culturel immatériel*, Paris, L'Harmattan, 2013, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 217 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, WALLAERT Catherine (dir.), *Dictionnaire comparé du droit du patrimoine culturel*, Paris, CNRS Editions, 2012, 1203 p.

*HERITIER Annie, *Genèse de la notion juridique de patrimoine culturel : 1750-1816*, Paris, L'Harmattan, 2003, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 304 p.

**Who owns the past ? Cultural policy, cultural property and the law*, Piscataway, NJ Rutgers University Press, 2005, 384 p.

Archéologie

*BURET Catherine, « Comment les musées de France peuvent-ils s'approprier des collections archéologiques ? », *Musées et collections publiques de France*, 2012, n° 265, p.37-38.

*FAURE Martine, *Pour une politique publique équilibrée de l'archéologie préventive* [en ligne] : Rapport de mission auprès de la Ministre de la Culture et de la Communication, 2015, 63 p.

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/117971/1330436/version/1/file/201505_Rapport-Faure_Archeologie-preventive.pdf> [consulté le 17 décembre 2015]

*FAURE Martine, « La réforme de l'archéologie préventive : pour une pratique équilibrée et apaisée ». Propos recueillis par Ludivine PECHOUX, *Dossiers d'archéologie*, 2015, n° 372, p. 74-75.

*NEGRI Vincent, *Le patrimoine archéologique et son droit : questions juridiques, éthiques et culturelles*, Bruxelles, Bruylant, 2015, 280 p.

**Patrimoine archéologique : un bien fragile et non renouvelable*, [en ligne], Paris, Ministère de la culture et de la communication, Direction générale des patrimoines, Sous-direction de l'archéologie, 2012.

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/28056/233627/file/patrimoine_archeo_2012.pdf> [consulté le 17 décembre 2015]

Environnement

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Genèse du droit de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2001, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel). Vol. 1 : *Fondements et enjeux internationaux*, 232 p. Vol. 2 : *Droit des espaces naturels et des pollutions*, 284 p.

*SAUMET Dominique, « Le protection juridique des arbres en France », *Sites et monuments, Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France*, 2013, n° 220, p. 27-31.

*SORIA Olivier, *Petit vocabulaire du droit de l'environnement*, Bordeaux, Ed. Confluences, 2009, 61 p.

Monuments historiques

CALLON Jean-Éric, VERJAT Armelle, *Protection des monuments historiques : labels, financement, urbanisme, fiscalité*, Paris, Le moniteur, (coll. Pratique du droit), 2016, 300 p.

*1913, *genèse d'une loi sur les monuments historiques*, Paris, La Documentation française pour le Comité d'histoire du ministère de la culture et de la communication, (coll. Travaux et documents, n° 34), 2013, 602 p.

* « 1913, il était une loi... », *Juris art etc.*, décembre 2013, n° 8.

*TOUZEAU-MOUFLARD Line, VERJAT Armelle, *La protection des monuments historiques : patrimoine immobilier*, Paris, Dalloz, 2015, (coll. *Juris art etc.*, Hors-série), 254 p.

*« Un siècle de protection des monuments historiques », *AJDA, L'actualité juridique, droit administratif*, 28 octobre 2013, n° 36.

Archives

**Archives privées : manuels et guides juridiques*, Paris, La Documentation française, 2008, 128 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Archives et patrimoine*, actes du colloque organisé dans le cadre du programme CNRS « Archives de la création » par le Groupe de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel, Paris, L'Harmattan, 2004, 2 vol., (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 188 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Archives et recherche : aspects juridiques et pratiques administratives*, actes du colloque organisé dans le cadre du programme CNRS « Archives de la création » à la Faculté Jean Monnet – Université Paris-Sud, 25-26 mai 2000 à Sceaux, Paris, L'Harmattan, 2003, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 209 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, MULLER Bertrand (dir.), *Archives de la recherche : problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique*, Paris, L'Harmattan, 2014, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 205 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *La préservation des archives privées et l'intérêt public : mutations et ruptures*, actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine

culturel et naturel en collaboration avec les Archives de France, les 14 et 15 octobre 2010 à l'Université Paris Sud 11, Paris, L'Harmattan, 2013, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 159 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *La revendication du patrimoine écrit : questions juridiques et pratiques institutionnelles*, Actes du colloque international, 15-16 juin 2006, Sceaux, organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et le Centre de droit pénal et de criminologie avec la collaboration de Direction des archives de France, Paris, L'Harmattan, 2009, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 211 p.

Musées

*BRISAUD Olivia, « L'élaboration du principe d'inaliénabilité pour les collections muséales et les biens du domaine public mobilier sous la Révolution française », *Livraisons d'histoire de l'architecture*, 2013, n° 26, p. 141-156.

*CORNU Marie, MALLET-POUJOL Nathalie, *Droit, œuvres d'art et musées : protection et valorisation des collections*, Paris, CNRS Editions, 2006.

*FRIER Pierre-Laurent, « Le statut juridique des collections d'études », *Musées et collections publiques de France*, 2004, n° 241, p. 12-17.

*RIGAUD Jacques, LANDAIS Claire, *Réflexion sur la possibilité pour les opérateurs publics d'aliéner des œuvres et leurs collections* [en ligne], rapport remis à Christine Albanel, Ministre de la culture et de la communication, Paris, Ministère de la Culture et de la communication, 2008.

<http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-rapports.htm> [consulté le 17 décembre 2015]

*TAUGOURDEAU Pierre, CHATELAIN François, *Œuvres d'art et objets de collections en droit français*, Paris, Litec, 2011, 218 p.

Patrimoine scientifique, technique et naturel

*BALLÉ Catherine, CUENCA Catherine, THOULOZE Daniel (dir.), *Patrimoine scientifique et technique, un projet contemporain*, Paris, La Documentation française, 2010, 294 p.

*CORNU Marie, CUENCA Catherine, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Les collections scientifiques, de l'outil de connaissance à l'objet de patrimoine, aspects juridiques et pratiques professionnelles et institutionnelles*, Paris, L'Harmattan, 2010, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 119 p.

*RAINETTE Caroline, en collab. et sous la dir. scientifique de Marie CORNU et Catherine WALLAERT, *Guide juridique à l'usage des professionnels du patrimoine scientifique et technique*, Paris, L'Harmattan, 2008, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 186 p.

Marie Berducou

BERDUCOU, Marie (éd.). *La conservation en archéologie : méthodes et pratiques de la conservation-restauration des vestiges archéologiques*. Paris : Masson, 1990, 469 p.

BERDUCOU, Marie. « Témoignage d'une ex - jeune lectrice ». *CeROArt*, Juin 2015, [En ligne] <http://ceroart.revues.org/4727> [Consulté le 16 février 2016].

BERDUCOU, Marie. « Enjeux et pratiques documentaires en conservation-restauration. Perspectives pour la recherche : synthèse et conclusion ». Dans *Journées d'études organisées par l'ARAAFU et le CRPBC*. 2012, p. 65-67, [En ligne] halshs-00702110 [Consulté le 16 février 2016].

BERDUCOU, Marie. « Scandale, censure ». Dans TILLIER, Bertrand et WERMESTER, Catherine (dir.). *Conditions de l'œuvre d'art de la Révolution française à nos jours*. Lyon : Fage éditions, 2011, p. 216-220, [En ligne] <halshs-00702117>. [Consulté le 16 février 2016].

BERDUCOU, Marie. « Bref voyage dans le passé du passé. Continuité et ruptures dans l'histoire de la conservation du patrimoine ». *Technè*, 2010, p. 11-17, [En ligne] <halshs-00702106> [Consulté le 16 février 2016].

BERDUCOU, Marie. « La restauration : quels choix ? Dérestauration, restauration, restitution ». *Technè*, 2001, p. 214-215.

Gaël de Guichen

Site de la bibliothèque de l'ICCROM : <http://www.iccrom.org/fr/library/>

Conservation préventive en général / formation

de GUICHEN, Gaël. « Politiques de conservation : les mots et les choses ». *CeROArt*, 2012, 8, [En ligne] <<http://ceroart.revues.org/2792>> [Consulté le 16 février 2016].

de GUICHEN, Gaël, PERIER d'IETEREN, Catheline. « Sensibiliser le public pour mieux conserver ». *Museum International*, 2009, Vol. 61, Issue 3, p. 102-111.

de GUICHEN, Gaël et NDIAYE, Malick. « Quel bilan pour les politiques de conservation en Afrique ? », *Africultures*, 2007, n°70, p. 143-148, [En ligne] <www.cairn.info/revue-africultures-2007-1-page-143.htm> [Consulté le 16 février 2016].

de GUICHEN, Gaël. « Preventive conservation: a mere fad or far-reaching change? ». *Museum International*, 1999, vol. 51, p. 4-6.

de GUICHEN, Gaël. « La conservation préventive, c'est bien plus que ce que vous croyez ! ». *Musées & collections publiques de France*, 1997, n° 217, p. 18-23.

de GUICHEN, Gaël. « La conservation préventive : un changement profond de mentalité ». *Cahiers d'étude*, 1995, n°1, p. 4-6.

de GUICHEN, Gaël et MAGGI, Jacqueline. « Sommes-nous mûrs pour une autocritique? ». *Museum International*, 1989, vol. 41, p. 139-140.

de GUICHEN, Gaël et ROCKWELL, Cynthia. « Formation dans les domaines de la conservation et de la restauration du patrimoine ». *Museum International*, 1987, vol. 39, p. 234-239.

de GUICHEN, Gaël et KABAOGLU, Cengiz. « Petit guide de la vitrine ratée ». *Museum International*, 1985, vol. 37, p. 64-67.

de GUICHEN, Gaël. « L'éducation pour la conservation ». *Museum International*, 1984, vol. 36, p. 232-233.

de GUICHEN, Gaël. « Défi à la profession ». *Museum International*, 1982, vol. 34, p. 4-5.

de GUICHEN, Gaël. « HALTE AUX PRATIQUES DANGEREUSES! ». *Museum International*, 1982, vol. 34, p. 44.

de GUICHEN, Gaël. « Pourquoi les conservateurs n'utilisent-ils pas le gel de silice ou les trois usages du gel de silice ». Dans *Icom committee for conservation. 6 th triennial meeting, Ottawa, 21 - 25 September 1981*. Paris : Icom, 1981, p. 9.

Domaine de l'archéologie

Lila Reboul/Nathalie Huet

MORLIER, P., MOURLANE, J. -C., CHAUMAT, G., TRAN, Q. K. « Aspect micromécanique du séchage du bois ; cas particulier du bois archéologique ». *Proceedings of the 7th ICOM-CC Working Group on Wet Organic Archaeological Materials Conference*, Grenoble, 1998, éd. Arc-Nucléart et Deutsches Schiffahrtsmuseum, 1998, p. 249-253.

TRENARD, Y. *Observation des dégradations des bois gorgés d'eau appartenant à différentes essences, et de leur traitement par le polyéthylène glycol (PEG)*. Grenoble : ministère de la Culture et de la Communication, direction des Musées de France, Centre d'étude et de traitement des bois gorgés d'eau, 1989, 32 p.

BOUIS, J. « Le sauvetage de l'épave de l'anse de Gerbal à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) ». *Les bois gorgés d'eau*. Grenoble : Centre d'étude et de traitement des bois gorgés d'eau, 1985, p. 89- 92.

BOUIS, J. « La conservation des objets de fouilles sous-marines ». *Archéologia* n° 49, 1972, p. 10-19.

BRORSON-CHRISTENSEN, B. « Report on the work so far carried out with stabilization of timbers from the vikingships from Roskilde fjord ». *Conservation of waterlogged wood in the national museum of Denmark*, Copenhagen, 1970, éd. National museum of Denmark, p. 38-59.

BOUIS, J. *Le paléoxyle... les bois gorgés d'eau*. Laboratoire et Centre de restauration des objets de fouille archéologique, Marseille, non paginé.

Marion Bernard

PRÉVOST-DERMARKAR, S., GERMAIN-VALLÉE, C. « Les murs en torchis sur poteaux jointifs à Dikili Tash (Grèce) au Néolithique récent (5700-5400 av. J.-C.) ». Dans *Archéométrie Caen 2013. Actes du XIX^e colloque du GMPCA, 22-26 avril 2013, université de Caen-Basse Normandie*, à paraître.

DARCQUE, P., KOUKOULI-CHRYSSANTHAKI, H., MALAMIDOU, D., TSIRTSONI, Z., LESPEZ, L., GERMAIN-VALLÉE, C. "The impact of environmental changes on the Neolithic settlement of Dikili Tash (Northern Greece)". Dans LAFFINEUR, R., TOUCHAIS, G., ROUGEMONT, Fr. (eds.). *PHYSIS: Natural environment and human interaction in the prehistoric Aegean, Proceedings of the 14th International Aegean Conference, Paris, 11-14 December 2012*, *Aegaeum* 37, à paraître.

GERMAIN-VALLÉE, C., PRÉVOST-DERMARKAR, S., LESPEZ, L. « Stratégies de prélèvement et de mise en œuvre de la « terre à bâtir » des structures de combustion néolithiques du site de Dikili Tash (Grèce) à partir d'une étude micromorphologique ». *Archéosciences*, 35, 2011, p. 41-63.

TREUIL, R. (éd.). « Dikili Tash, village préhistorique de Macédoine orientale, I. Fouilles de Jean Deshayes (1961-1975) », vol. 2. *Bulletin de Correspondance Hellénique Supplément*, 37, 2004.

MARTINEZ, S., PRÉVOST-DERMARKAR, S. « Les techniques de construction de l'habitat en terre du site néolithique de Dikili Tash (Macédoine orientale, Grèce) ». *Cahier des thèmes transversaux ArScAn IV*, 2003, p. 147-150. <http://www.mae.u-paris10.fr/cahiers>. [Consulté le 11/02/2016].

PRÉVOST-DERMARKAR, S. « Les fours néolithiques de Dikili Tash (Macédoine, Grèce) : une approche expérimentale des techniques de construction des voûtes en terre à bâtir ». Dans FRÈRE-SAUTOT, M.-Ch. (dir.). « *Le feu domestique et ses structures au Néolithique et aux âges des métaux, Actes du colloque de Bourg-en-Bresse/Beaune, 7-8 octobre 2000* ». Montagnac, 2003, p. 215-223.

PRÉVOST-DERMARKAR, S. « Les foyers et les fours domestiques en Égée au Néolithique et à l'âge du Bronze ». Dans FECHNER, K., MESNIL, M. (éd.). « *Pains, fours et foyers des temps passés. Archéologie et traditions boulangères des peuples agriculteurs d'Europe et du Proche-Orient* ». *Civilisations* 49, n°1-2, 2002, p. 223-237.

MARTINEZ, S. *A new look at house construction techniques: current research at Dikili Tash, Neolithic site of Eastern Macedonia*, *To Αρχαιολογικό Έργο στη Μακεδονία και Θράκη* 13, 1999, p. 63-68.

DANDRAU, A. *La construction en terre dans le monde égéen préhistorique : les matériaux et leurs propriétés*. Thèse de doctorat, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1997.

TREUIL, R. (éd.). « Dikili Tash, village préhistorique de Macédoine orientale, I. Fouilles de Jean Deshayes (1961-1975) », vol. 1. *Bulletin de Correspondance Hellénique* Supplément XXIV, 1992. [Voir : CEFAEL](#).

TREUIL, R. « La construction et l'habitation ». Dans TREUIL, R. (éd.). « Dikili Tash, village préhistorique de Macédoine orientale, I. Fouilles de Jean Deshayes (1961-1975) », vol. 1. *Bulletin de Correspondance Hellénique* Supplément XXIV, 1992, p. 39-57.

Émeline Deneuve

DENEUVE, É., MAN-ESTIER, E. « La grotte des Eyzies, ou grotte Richard, et son rôle dans l'histoire de la Préhistoire ». Actes du colloque international « L'art au quotidien, objets ornés du Paléolithique supérieur », Les Eyzies-de-Tayac, juin 2014. *Paléo* hors-série, 2016, à paraître.

LARTET, É. Numérisation du fonds Édouard et Louis Lartet, université de Toulouse, 1863 : <http://www.biu-toulouse.fr/tolosana/lartet/index.htm>, [consulté le 20 décembre 2014].

DANIEL, R. « La grotte classique des Eyzies (dite grotte Richard), commune de Tayac (Dordogne) ». *Bulletin de la Société préhistorique française*. Compte rendu des séances mensuelles, 1972, t. 69, n°6, p. 172-177, ill. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/bspf_0249-7638_1972_num_69_6_8117 [consulté le 11/02/2016].

REINACH, S. Catalogue illustré du musée des Antiquités nationales au château de Saint-Germain-en-Laye. Tome II avec 191 gravures. Paris, Musées nationaux, palais du Louvre, 1921. Disponible sur : <https://archive.org/details/catalogueillustr02mus> [consulté le 11/02/2016].

LARTET, É., CHRISTY, H. "*Reliquiæ aquitanicæ; being contributions to the archæology and palæontology of Périgord and the adjoining provinces of southern France*". T. R. Jones ed., Paris, H., 1875. Baillière, 12 fascicules (1865-1875), 302 pages, 87 planches, 3 cartes, 132 gravures. Disponible sur : <http://www.pole-prehistoire.com/index.php/fr/decouvrir/les-ressources-en-ligne/espacedocumentation/86-bibliotheque-numerique/158-reliquiae-aquitanae>. [consulté le 11/02/2016].

MORTILLET, G. de. « Promenades au musée de Saint-Germain. Catalogue illustré de 79 figures par A. Rhoné ». Paris, 1869, C. Reinwald, 187 p. Disponible sur : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k65251211>. [consulté le 11/02/2016].

Domaine des archives et des bibliothèques

Bernard Huchet/Hélène Richard

GAUDET, Françoise et LIEBER, Claudine. *Désherber en bibliothèque : manuel pratique de révision des collections*. Paris : Cercle de La Librairie, 2013 (Collection « Bibliothèques »).

GRANDET, Odile. « Désherbage et conservation partagée ». *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 5, 2008. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2008-05-0095-008>.

LEROY, Pascal. « Désherber ». *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 4, 2006. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0100-015>.

Éliminer : hasard ou nécessité ? Actes /des journées d'études de Périgueux, 9-10 juin 1990. Toulouse : CEBRAL, 1990.

Steeve Gallizia

EMPTOZ, Gérard, MARCHAL, Valérie. *Aux sources de la propriété industrielle : guide des archives de l'Institut national de la propriété industrielle* ; préf. Daniel Hangard. Paris : INPI, 2002, 252 p., ill. en noir et en couleur. ISBN 2-7323-0000.

Sites Internet :

INPI : <http://www.inpi.fr>

Base de données Brevets 19^e siècle : <http://bases-brevets19e.inpi.fr/>

Base de données Brevets 20^e siècle : <http://bases-brevets.inpi.fr>

Base de données Dessins & Modèles : <http://bases-modeles.inpi.fr/>

Base de données Marques : <https://bases-marques.inpi.fr/>.

Michel Thibault

LE CLECH, Sylvie. « Traiter en conservation des fonds d'archives historiques : le cas des bâtiments de l'OTAN aux Archives nationales », *In Situ* [En ligne], 19 | 2012, mis en ligne le 19 septembre 2012. URL : <http://insitu.revues.org/9808> ; DOI : 10.4000/insitu.9808.

Circulaire du 5 août 2015 relative aux préconisations pour la prise en compte du risque d'exposition à l'amianté dans les services d'archives [NOR : MCCC1519022C]. Consultable en ligne, URL : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/8537>

Voir aussi : « Amiante et patrimoine culturel », p. 42.

La question de l'obsolescence numérique

Obsolescence numérique (films, cinéma, photos, logiciels utilisés par les architectes, conservation des modèles 3D (stabilisation de l'image numérique), projet interministériel VITAM, etc.).

Permanent Visual Archive (PEVIAR) : un projet pour l'archivage numérique sans migration : <http://zoo.cs.yale.edu/classes/cs426/2013/bib/lorie01long.pdf>, <http://dl.acm.org/citation.cfm?id=1805963>.

CLAIS, J.B. « Quel avenir pour notre patrimoine informatique ? ». *Patrimoines*, n°3, Somogy, 2007, p. 95-101.

<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Colloques/De-la-materialite-de-la-photographie-a-sa-dematerialisation-quels-enjeux-pour-la-conservation-restauration>.

<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Colloques/De-la-creation-a-l-exposition-les-impermanences-de-l-oeuvre-audiovisuelle>.

BARABANT, G. « Restauration ou remplacement ? Une thématique propre à l'art contemporain, quelques exemples à partir d'objets en matériaux synthétiques ». *Les rencontres de l'ARSET ; restauration ou non restauration en art contemporain*. ARSET_2008, p. 37-47.

CHANUT, Julie. « Conservation-restauration de l'œuvre d'un artiste vivant ». *CeROArt* [En ligne], | 2014, mis en ligne le 21 mars 2014, consulté le 22 septembre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/3977>.

DAZORD, C. « L'art contemporain confronté aux phénomènes d'obsolescence technologique, ou l'impact des évolutions technologiques sur la préservation des œuvres d'art contemporain ». Les rencontres de l'ARSET ; restauration ou non restauration en art contemporain. ARSET, 2008, p. 57-73.

Eurípedes G. da Cruz Júnior et GRANATO, Marcus. « La restauration d'objets « hors normes » ». *CeROArt* [En ligne], 8 | 2012, mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 22 septembre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/2857>.

GUILLOUX, Béatrice. « Exposition et conservation de Tolstoï et les poules, une œuvre d'Oleg Kulik ». *CeROArt* [En ligne], | 2013, mis en ligne le 18 août 2013, consulté le 22 septembre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/3445>.

Patrimoine musical du XX^e siècle - journée d'étude du 6 avril 2009, conservation des œuvres technologiques du XX^e siècle : <http://philharmoniedeparis.fr/fr/patrimoine-musical-du-xxe-siecle>
<http://philharmoniedeparis.fr/fr/utopia-instrumentalis-fac-similes-au-musee-actes-du-colloque>.

QUENAULT, Samuel. « Œuvres composites / œuvres vivantes ? ». *CeROArt* [En ligne], | 2013, mis en ligne le 18 août 2013, consulté le 23 septembre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/3450>.

Domaine de l'art contemporain et du design

Dominique Gagneux

Date limite de conservation, colloque événement, musée d'Art contemporain du Val-de-Marne, 15 et 16 mai 2009, Actes du colloque. Vitry-sur-Seine : éditions du Mac/Val, 2009.

Restauration et non restauration en art contemporain 1, Actes des journées d'étude : *Du refus ou de l'impossibilité de la restauration*, 14 février 2007, École supérieure des beaux-arts de Tours, et *Répliques et restitutions... autour de Marcel Duchamp*, 6 avril 2007, musée des Beaux-Arts de Rouen. Tours : ARSET, 2008.

« Les œuvres en mouvement, 1^e partie : l'art cinétique » (dossier). *Corè*, n°19. Paris : SFIC/Errance, décembre 2007.

« Penser autrement l'art contemporain ». *Techné*, n°24, 2006.

ELARBI, Stéphanie, CLOUTEAU, Ivan. « Exposer et pérenniser l'œuvre contemporaine, Penser son contexte de maintenance ». *Technè*, n°24, 2006, p. 69-73.

PUGLIESE, Marina. *Tecnica mista. Materiali e procedimenti nell'arte del XX secolo*. Milan: Bruno Mondadori, 2006.

ALTSHULER, Bruce. *Collecting the new. Museums and Contemporary Art*. Princeton University Press, 2005.

GAGNEUX, Dominique, LE GUERN, Nicolas, MONNI, Georges. « À la Recherche du temps perdu. La reconstitution de l'œuvre de Hanne Darboven Schreibezeit Weltansichten ». *Support-Tracé*, 5, 2005, p. 69-78.

HARRIS, Gareth. «What Happens When Flavin's Light Go Out?». *The Art Newspaper*, vol. XIV, n. 158, Londres, mai 2005, p. 32.

MUÑOZ VIÑAS, Salvador. *Contemporary Theory of Conservation*. Oxford: Elsevier, 2005.

BUSKIRK, Martha. *The Contingent Object of Contemporary Art*. The MIT Press, 2003.

HEARNS BISHOP, Mitchell. «Evolving Exemplary Pluralism: Steve McQueen's Deadpan and Eija-Liisa Ahtila's Anne, Aki and God – Two Case Studies for Conserving Technology-Based Installation Art». *Journal of the American Institute for Conservation*, Vol. XL, n. 3, 2001, p. 179-191.

« Matériaux et techniques de l'art au XX^e siècle ». *Technè*, n° 8, 1998.

VOLENT, Paula. «When artist's Intent is Accidental. Artists' Acceptance of and Experimentation with Changes and Transformations of Materials». Dans RICHMOND, Alison (dir.). *Modern Works, Modern Problems: Papers presented to the Institute of Paper Conservation Conference 3-5 March 1994*, Londres, Tate Gallery. Londres: The Institute of Paper Conservation, p. 173.

Sites internet

EMG Electronic Media Group of the American Institute for Conservation of Historic and Artistic Works: <http://aic.stanford.edu/sg/emg/>.

Getty Conservation Institute Information Center: http://www.getty.edu/conservation/science/modpaints/modern_materials_conf.html.

IMAP Independent Media Arts Preservation: <http://www.imapreserve.org>

INCCA International Network for the Conservation of Contemporary Art: <http://www.incca.org/>

Inside Installations: Preservation and Presentation of Installation Art is a three-year research project (2004-2007): <http://www.inside-installations.org/home/index.php>.

Nederland Instituut voor Mediakunst. Montevideo/Time Based Art: <http://www.montevideo.nl>

SBMK Foundation for the Conservation of Contemporary Art (réseau de musées aux Pays-Bas): <http://www.sbm.nl/en/index.html>.

Gilles Barabant

Actes de colloques

Date limite de conservation, MAC VAL-musée d'Art contemporain du Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine, mai 2009 ; Éd MACVAL, 2009 (ISBN-10 : 2916324496).

Art d'aujourd'hui, patrimoine de demain – conservation et restauration des œuvres contemporaines ; 13^{es} Journées d'études de la SFIC, Paris, juin 2009 ; INP 2009 (ISBN-10 : 2905430168).

Restauration et non-restauration en art contemporain II, École supérieure des beaux-arts, Tours, juin 2008 ; Éd. ARSET, 2009.

BRUNEL, Georges. « Choix, valeurs, théorisation ». *CeROArt*, 4 |2009, [En ligne], URL : <http://ceroart.revues.org/index1316.html>.

Restauration et non-restauration en art contemporain 2, Actes de la journée d'étude *Documenter l'art contemporain*, École supérieure des beaux-arts de Tours, 5 juin 2008. Tours : ARSET, 2009.

Modern Paints Uncovered, Tate Modern, Londres, mai 2006, Oxford University Press, 2008 (ISBN-13: 978-0892369065).

Restauration et non-restauration en art contemporain I, École supérieure des beaux-arts, Tours, février 2007 ; Éd. ARSET, 2008.

Plastics, Looking at the Future and Learning from the Past, Victoria & Albert Museum, Londres, mai 2007, Archetype Publications Ltd, 2008 (ISBN-13 : 978-1904982432).

Mortality Immortality ? The Legacy of 20th-Century Art, Getty Conservation Institute, Los Angeles, mars 1998,

Miguel Angel Corzo ed., 1999 (ISBN-13: 978-0892365289).

Modern Art : Who Cares ?, Foundation for the Conservation of Modern Art – Netherlands Institute for Cultural Heritage, Amsterdam, 1997 ; Zijlmans Ed., 1999 (ISBN-13 : 978-1904982029).

From Marble to Chocolate : The Conservation of Modern Sculptures ; Tate Gallery, Londres, 1995 ; Archetype Press, 1995 (ISBN-13: 978-1873132852).

Saving the Twentieth Century : The Conservation of Modern Materials / Sauvegarder le XX^e siècle : la conservation des matériaux modernes, Institut canadien de Conservation, Ottawa, septembre 1991 ; Communication Canada, 1993 (ISBN-13 : 978-0660578545).

Conservation et restauration des œuvres d'art contemporain, École nationale du Patrimoine, Paris, décembre 1992 ; la Documentation Française, 1994 (ISBN-10 : 2110032022).

Ouvrages

RAVA, A. *Conserving Contemporary Art: Issues, Methods, Materials and Research*. Getty Publications, 2013 (ISBN-13 : 978-1606061046).

SCHOLTE, T., WHARTON, G. (dir). *Inside Installations. Theory and Practice in the Care of Complex Artworks*. Amsterdam University Press, 2011 (ISBN-13 : 978-9089642882).

Sites internet

[Deterioration of cellulose nitrate sculpture made by Gabo and Pevsner](#)

<http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/cellulose/index.xsp>

Sylvie Ramel-Rouzet

RAMEL, Sylvie. « Point de vue sur la conservation-restauration des matières plastiques », *CeROArt* [En ligne], 1 | 2007, mis en ligne le 15 octobre 2007, consulté le 23 septembre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/395>.

LAVÉDRINE, Bertrand, FOURNIER, Alban and MARTIN, Graham. "Preservation of plastic artefacts in museum collections", Popart project, CTHS, 2012. <http://popart-highlights.mnhn.fr/> consulté le 17 février 2016.

KENEGHAN, Brenda and EGAN, Louise. *Plastics, looking at the Future and Learning from the past*. Londres: Archetype, 2008.

SHASHOUA, Yvonne. *Conservation of plastics, materials science, degradation and preservation*. Londres: Elsevier, 2008.

BOUDET, Alain. *Voyage au cœur de la matière plastique*. Paris : CNRS éditions, 2003.

VAN OOSTEN, Thea, SHASHOUA, Yvonne, WAENTIG, Friederike. *Plastics in art, History, Technology, Preservation*. Fachhochschule Köln. Allemagne, University of Applied Sciences Cologne, Publications Verlag and Vertrieb, 2002.

QYUE, Anita, WILLIAMSON, Colin. *Plastics, collecting and conserving*. Cambridge NMS publishing limited, 1999.

LAVÉDRINE, Bertrand. *Plastiques & Co : connaître et/ou conserver les matières plastiques dans les collections patrimoniales ?* C2RMF...

Domaine des monuments historiques et des jardins

Jonathan Truillet

BOTLAN, Marc. « La restauration des portails de la cathédrale de Reims ». *Monumental*, 2009, T 1, p. 134-135.

DECROCK, Bruno. *Douze années de restauration de la cathédrale de Reims (1992, 2004) ; quelques constats formels et structurels*, dans Nouveaux regards sur la cathédrale de Reims, actes du colloque international des 1^{er} et 2 octobre 2004. Langres : D. Guéniot, université de Reims-Champagne-Ardenne, 2008, p. 56-69.

PALLOT-FROSSARD, Isabelle. *La cathédrale de Reims, otage de la guerre de 1914-1918, Architecture et sculpture monumentale du XII^e au XIV^e siècle*. Mélanges offerts à Peter Kurmann à l'occasion de son 65^e anniversaire, 2006, p. 741.

Lise Leroux

BOISSE, H. de La, BROMBLET, Ph., DESSANDIER, D., DUBESSY, Th., LEROUX, L., PALEM, P. *Les monuments historiques et la pierre. Monuments duo objets. Matériaux & savoir-faire*. Montpellier : DRAC Languedoc-Roussillon, 2012, 51 p.

DESSANDIER, D., SAYAGH, S., BROMBLET, Ph., LEROUX L. « La pierre de construction, matériau du développement durable ». *Géosciences*, n°10, décembre 2009, p. 8-15.

Arrêté du 26 décembre 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux exploitations de carrières soumises à déclaration sous la rubrique n° 2510 de la nomenclature des installations classées, publié au JO n° 21 du 25 janvier 2007.

Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites (charte de Venise 1964) : http://www.icomos.org/charters/venice_f.pdf.

Jean-Michel Sainsard

ANDRÉ, Édouard. *Traité général de la composition des parcs et jardins*, 1879 : <http://gallica.bnf.fr/>

DEZALLIER D'ARGENVILLE, Antoine Joseph. *La Théorie et la pratique du jardinage*, 1709 : <http://gallica.bnf.fr/>

SERRES, Olivier de. *Théâtre d'agriculture et mesnage des champs*, 1600 : <http://gallica.bnf.fr/>

« Quel avenir pour les buis? », *Actes de la journée d'étude internationale, organisée par le domaine de Vaux-Le-Vicomte en partenariat avec Plante & Cité*, 4 mars 2015 : http://www.plante-et-cite.fr/data/fichiers_ressources/actes_quel_avenir_pour_les_buis.pdf.

« Un point sur deux problèmes sanitaires sur le buis ». Informations techniques, Département de la santé des forêts, Alim'agri : <http://agriculture.gouv.fr/file/deux-nouveaux-problemes-sanitaires-sur-le-buis>.

« SaveBuxus : une solution de biocontrôle contre la pyrale du buis », INRA : <http://www.inra.fr/Entreprises-Monde-agricole/Resultats-innovation-transfert/Toutes-les-actualites/Pyrale-buis>.

Collections ethnographiques extra-européennes

Bibliographie proposée par Régis Prévot

Les différents articles proposés dans cette sélection succincte permettent d'accéder à des bibliographies plus ciblées et des liens internet devraient permettre d'approfondir les recherches.

Sites internet

<http://www.quaibrantly.fr/fr/programmation/manifestations-scientifiques/manifestations-passees/seminaires-et-journees-detude/etudier-preserver-et-presente-le-tapa.html>

<http://www.quaibrantly.fr/fr/programmation/manifestations-scientifiques/manifestations-passees/seminaires-et-journees-detude/etudier-preserver-et-presente-les-plumes.html>

Points de vue éthiques

LELEKOV, Leonid. « Restauration et présentation : une affaire d'interprétation ». *Museum*, 174, vol XLIV/2, 1992, p. 107-111.

ROSE, Carolyn L. "Ethical and practical considerations in conserving ethnographic museum objects". *Senri Ethnological Studies*, 232, Osaka, 1988, p. 5-43.

WOLFE, Sara J., MIBACH, Lisa. "Ethical considerations in the conservation of native American sacred objects". *JAIC*, 23/1, 1983, p. 1-6.

Conservation-restauration

FLORIAN, M.L., KRONKRIGHT, D.P., NORTON, R.R. "The conservation of artefacts made from plant materials". Getty Conservation Institute, 1990.

HANSEN, Éric F., SADOFF, Eileen T., LOWINGER, Rosa. "A review of problems encountered in the consolidation of paint on ethnographic wood objects and potential remedies", ICOM, Committee for Conservation, 9th Triennial Meeting, Dresde, 1990, p. 163-168.

HORTON-JAMES David, WALSTON Sue and ZOUNIS Steven, "Evaluation of the stability, appearance and performance of resins for the adhesions of flaking paint on ethnographic objects", *Studies in Conservation* 36/4, 1991, p. 203-221.

LEE, D. J. "The removal and conservation of the painted bark panels and carved figures from a Papua New Guinea Haus Tambaran", *The Care and the Preservation of Ethnological Materials, IIC Symposium 86*, Ottawa 1986, p. 23-28.

LEWARNE, Clare, LIN, Emily. "Loss Compensation in Damaged Feathers", ICOM, *Ethnographic Conservation Newsletter*, 32, 2011.

« L'entretien et la sauvegarde des matériaux ethnologiques », Symposium 1986, Institut canadien de conservation, R. Barclay, M. Gilberg, J.C. McCawley, T. Stone.

LOSCHÉ, D. et WALSTON, Sue. « La conservation des collections ethnographiques : l'insuffisance de la documentation ». *Museum*, XXXIV-1, 1982, p. 34-36.

"Matte paint, its historic and technology, analysis, properties, and conservation treatment", dir. par Éric F. Hansen, Sue Walston and Mitchell Hearn Bishop, a bibliographic supplement to *Art and Archaeology Technical Abstracts*, vol. 30, 1993, 535 p.

NORTON, Ruth and WALSTON, Sue. "Bibliography of works on the conservation of ethnographic materials", ICOM, Committee for conservation, Working Group on Ethnographic Materials, Sidney, 1987, 119 p.

WELSH, E.C. "A consolidation treatment for powder matt paint", (Preprints Meeting San-Francisco) AIC, Washington, 1980, p. 141-151.

Gestion des collections

BARCLAY, R. "A mounting system for birch bark scrolls", ICOM, Working Group on Ethnographic Materials, *The Ethnographic Conservation Newsletter*, 3, 1987.

CREAMER, H. "The involvement of the aboriginal people in the conservation of their sites and culture", ICCM Proceeding of the National Seminar, Perth 1973, ed. Pearson and Prety, Perth 1976, p. 66-68.

GRISSET, S. "Preventive conservation measures for an ethnographic collection". *The international journal of museum management and curatorship*, vol. 5, n° 4, déc 1986, p. 371-382.

GUILLEMARD, Denis. *La conservation préventive, une alternative à la restauration des objets ethnographiques*. Presses Universitaires, Septentrion, Thèse à la carte.

WALSTON, Sue. "A mounting system for paintings on bark", The Care and the preservation of Ethnological Materials, IIC, Symposium 86, Ottawa 1986, p. 173-177.

Restes humains

Régis Prévot

Approche historique et archéologique - *Ouvrages généraux*

AUFDERHEIDE, Arthur C. *The Scientific Study of Mummies*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

HERVÉ, Guy, JEANJEAN, Agnès, RICHER, Anne, SCHMITT, Aurore, SENEPART, Ingrid, WEYDERT, Nicolas (dir.). *Rencontre autour du cadavre, actes du colloque de Marseille*. BMVR, 15-17 décembre 2010, Ille rencontres du GAAF, 2012.

Patrimonialisation des restes humains : points de vue éthiques

Généralités

AMEISEN, Jean-Claude, LE COZ, Pierre (rap.). *Avis n°111 : avis sur les problèmes éthiques posés par l'utilisation des cadavres à des fins de conservation ou d'exposition muséale* [en ligne], Paris, Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, 7 janvier 2010, 15 p., http://www.ccneethique.fr/docs/Avis_%20111.pdf.

CADOT, Laure. *En chair et en os : le cadavre au musée, valeurs, statuts et enjeux de la conservation des dépouilles humaines patrimonialisées*. École du Louvre/RMN, Paris, 2009.

CADOT, Laure. « Actualité récente et évolution des pratiques autour des restes humains patrimonialisés », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 157 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 23 septembre 2015. URL : <http://ocim.revues.org/1482> ; DOI : 10.4000/ocim.1482.

CADOT, Laure. « Les restes humains : une gageure pour les musées ? », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 109 | 2007, mis en ligne le 17 mars 2011, consulté le 23 septembre 2015. URL : <http://ocim.revues.org/800> ; DOI : 10.4000/ocim.800.

Des collections anatomiques aux objets de culte : conservation et exposition des restes humains dans les musées [en ligne], Actes du colloque, Musée du Quai Branly, 22-23 février 2008 : http://www.quaibrantly.fr/fileadmin/user_upload/pdf/Version_Francaise_Symposium_Restes_Humains.pdf.

DUDAY, Henri. "Les restes humains, objets du patrimoine ?". *Tri, sélection, conservation : quel patrimoine pour l'avenir ?*, Actes du colloque, Paris, 23-25 juin 1999. Paris : Éd. du patrimoine, 2001, 237 p.

Rapport au Parlement de la Commissions Scientifique Nationale des Collections (Contributions aux travaux de la CSNC, fascicule n°3, annexe n°14, Contribution du groupe de travail sur les restes humains, p. 97-110.

Code de déontologie de l'ICOM pour les musées, adopté en 1986 et révisé en 2006 : <http://www.icom-musees.fr/index.php/page/index/Code-de-deontologie-de-ICOM>

Conservation-restauration

CASSMAN, Vicki, ODEGAARD, Nancy. "Human remains and the conservator's role". *Studies in conservation*, 2004, n°49, p. 271-282.

Mc GOWAN, Gays S., LAROCHE, Cheryl J. "The ethical dilemma facing conservation: care and treatment of human skeletal remains and mortuary objects". *Journal of the American Institute for Conservation*, vol. 35, n°2, 1996, p. 109-121.

PYE, Elizabeth. "Caring for Human Remains – A Developing Concern", Past Practice, Future Prospects. ODDY, Andrew, SMITH, Sandra (dir.), p. 171-176.

Aspects juridiques

CORNU, Marie. « Le corps humain au musée, de la personne à la chose ? ». *Recueil Dalloz*, n°28, 2009, p. 1907-1914.

GUIMARAÈS, Susana. « L'étude des restes humains en archéologie et en anthropologie : leur conservation dans les musées, dépôts de fouilles et muséum d'Histoire Naturelle : le point sur la législation actuelle », *Table ronde : les collections ostéologiques humaines : gestion, valorisation et perspectives*, 25-26 avril 2003, Carry-le-Rouet.

MARIN, Jean-Yves. « Statut des restes humains, les revendications internationales ». BASDEVANT-GAUDEMET, Brigitte, CORNU, Marie, FROMAGEAU, Jérôme. *Le patrimoine culturel religieux : enjeux juridiques et pratiques culturelles*. Paris : L'Harmattan, 2006, p. 337-347.

Guide professionnel, aspects déontologiques

Department of Culture Media and Sport. *Guidance for the care of Human Remains in Museums*, DCMS, Londres, 2005.

Gestion des collections

ARDAGNA, Yann, BIZOT, Bruno, BOETSCH, Gilles, DELESTRE, Xavier (dir.). *Les collections ostéologiques humaines : gestion, valorisation et perspectives*, Actes de la table ronde de Carry-le-Rouet, 25-26 avril 2003. Aix-en-Provence : Association Provence archéologie (APA), 2006, 201 p.

BRICKLEY, Megan, MCKINLEY, Jacqueline. I *Guidelines to the Standards for Recording Human remains* [en ligne], BABAO; IFA, 2004, http://www.babao.org.uk/Humanremains_FINAL.pdf.

Conservation-restauration

Généralités : « La conservation des collections d'histoire naturelle (II) ». *Coré*, Conservation et restauration du patrimoine culturel, n°27, janvier 2012.

Études de cas : *Human remains: Conservation, retrieval and analysis*, WILLIAMS Emily (ed.), Proceedings of the conference held in Williamsburg, Nov 7-11th 1999, BAR International Series 934, 2001.

Guides de pratiques : CASSMAN, Vicki, ODEGAARD, Nancy, POWELL, Joseph. *Human remains: Guide for Museums and Academic Institutions*, Altamira Press, 2006.

<http://c2rmf.fr/collection/les-restes-humains-patrimonialises>

<http://ocim.revues.org/1482>

<http://www.la-croix.com/Ethique/Sciences-Ethique/Sciences/Les-restes-humains-objets-de-collection- NG - 2008-02-18-668535>

Question des restes humains : Journées déontologie ICOM, mai 2015, Marseille : [http://www.icom-musees.fr/uploads/media//AG Marseille 2015/Programme court deonto2015 v1.pdf](http://www.icom-musees.fr/uploads/media//AG_Marseille_2015/Programme_court_deonto2015_v1.pdf).

Restitution des restes humains. Table ronde au festival de cinéma Rochefort Pacifique Journal de la Société des Océanistes, 2013/1 (n° 136-137), 300 p.

Les Écorchés d'Honoré Fragonard

Musée des Écorchés de Fragonard : http://musee.vet-alfort.fr/web/Musee_Fragonard/629-vos-interlocuteurs.php.

CADOT, L. *La collection des Écorchés de Fragonard au musée de l'École nationale vétérinaire d'Alfort : constat d'état et étude des solutions de conservation*. 74 f.-[61] f. d'annexes. Monographie de l'École du Louvre, Muséologie, 2003-2004.

DEGUEURCE, C. « Les écorchés de Fragonard : une recette de longévité ». *La Recherche*, n°414, 2007, p. 66-73, ISSN 0029-5671.

DEGUEURCE, C., VO DUY, S., BLETON, J., HUGON, P., TCHAPLA, A. « Un mystère : la technique de conservation mise en œuvre par Honoré Fragonard pour créer ses fameux écorchés ». *Bulletin de la société française d'histoire de la médecine et des sciences vétérinaires*, 2008, n°8, p. 40-57, ISSN 1633-0749.

DEGUEURCE, C., VO DUY, S., BLETON, J., HUGON, P... *et al.* « The technique used by Honoré Fragonard (1732-1799) for the preparation of the famous anatomical pieces so called "écorchés" ». *International congress of the world association for the history of veterinary medicine, Engelberg, Switzerland, September 11-13, 2008*, p. 51-54.

DEGUEURCE, C. « The celebrated Écorchés of Honoré Fragonard. Part 1 : the classical techniques of preparation of dry anatomical specimens in the 18th century ». *Clinical anatomy*, April 2010, vol. 23, issue 3, p. 249-257, ISSN 0897-3806.

DEGUEURCE, C., VO DUY, S., BLETON, J., HUGON, P. « The celebrated Écorchés of Honoré Fragonard. Part 2 : the details of the technique used by Fragonard ». *Clinical anatomy*, April 2010, vol. 23, issue 3, p. 258-264, ISSN 0897-3806.

GERARD, P.A., DEGUEURCE, C., BOYER, F. « Les écorchés du musée Fragonard désormais sous surveillance... climatique ». *Patrimoines, revue de l'Institut national du patrimoine*, 2010, n° 6, p. 150-159, ISBN 978-2-7118-5763-0, ISSN 1778-9982.

Spécimens d'histoire naturelle

GARCÍA RODRÍGUEZ, Nayla. « Estudio de contaminantes microbianos responsables del biodeterioro en especímenes de historia natural conservados en fluidos (Study of the microbial contamination causing biodeterioration in natural history specimens conserved in fluids) ». *Patrimonio y desarrollo*, No.11, 2004, p.2-3.

HERBIN, Marc. « La conservation des collections en fluide », *CeROArt* [En ligne], | 2013, mis en ligne le 18 août 2013, consulté le 23 septembre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/3432>.

HORIE, C. V., MURPHY, R. G. "Conservation of natural history specimens vertebrates. Proceedings of the short course at Manchester University". Manchester, University of Manchester/the Manchester Museum, 1988. 77p.

MOORE, Simon. "Fluid Preservation". CARTER, David, WALKER, Annette K. *Care and conservation of natural history collections*. Oxford, Butterworth-Heinemann, 1999. p. 92-132.

PÉQUIGNOT, Amandine. « Évaluation de la toxicité des spécimens naturalisés ». *La Lettre de l'OCIM*, Mars-avril 2008, n° 116, p. 4-9.

PÉQUIGNOT, Amandine. « Les spécimens naturalisés: la restauration des témoins historiques de la taxidermie ». *Coré*, conservation et restauration du patrimoine culturel, No.9, 2000, p. 53-57.

Prévention des risques toxiques

Nathalie Palmade Le Dantec

1 – Sites internet utiles

1-1 INRS

INRS - Institut National de la Recherche et de la Sécurité – Santé et sécurité au travail [en ligne] <<http://www.inrs.fr/>> [consulté le 23 février 2016]

Un site incontournable pour suivre l'évolution de la réglementation, télécharger dossiers, brochures et plus de 300 fiches toxicologiques concernant une substance ou un groupe de substances. Signalons en particulier :

Classification et étiquetage des produits chimique. Paris : INRS, 2012 [en ligne] <<http://www.inrs.fr/accueil/risques/chimiques/classification-produits.html>> [consulté le 23 février 2016].

Cette rubrique donne accès à toute une série de dépliants, brochures et textes, notamment :

- Produits chimiques. Les 9 nouveaux pictogrammes de danger ED 4405
- Produits chimiques. Apprenez à décrypter les nouveaux pictogrammes de danger. ED 4406
- Nouvel étiquetage des produits chimiques. DW 36

Produits chimiques cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction. Classification réglementaire, Aide-mémoire technique, ED 976. Paris : INRS, 2006, 68 p. <<http://bip.cnrs-mrs.fr/acmo/pdf/ed976.pdf>> [consulté le 23 février 2016]

1-2 France

AFSSE - Agence française de sécurité sanitaire environnementale : <http://www.afsse.fr/>

ATC - Association Toxicologie CNAM : dossiers, fiches toxico-écotoxicochimiques (FTEC) : <http://atctoxicologie.free.fr/>

INVS - Institut de veille sanitaire – Rubrique Travail et santé [en ligne] <<http://www.invs.sante.fr/>> [consulté le 23 février 2016]

Ministère des Affaires sociales et de la Santé – Site Santé [en ligne] <<http://www.sante.gouv.fr/>> [consulté le 23 février 2016]

Prévention du risque chimique, site du CNRS [en ligne] <<http://www.prc.cnrs-gif.fr/>> [consulté le 23 février 2016]

1-3 Étranger

AIC – American Institute for Conservation of Historic and Artistic Works, Publications and Resources, Health and safety: <http://www.conservation-us.org/publications-resources/health-safety/guides-articles->
<http://www.conservation-us.org/>

2 - Bibliographie sur les risques toxiques

2-1 Généralités

PICOT, A. « Info-Chimie-Toxico - Informations risques chimiques n°2 : Toxiques et toxicité », octobre 1998, Unité de prévention du Risque chimique, CNRS, Gif-sur-Yvette.

PICOT, A. « Pharmacologie et Toxicologie moléculaires, Concepts fondamentaux et applications - module 2 : Toxicochimie et Spéciation, l'exemple des Métaux traces toxiques », novembre 2005, Université Paris XI, Centre scientifique d'Orsay.

PICOT, A., PROUST, N. « Toxicochimie des xénobiotiques minéraux et organominéraux : importance de la Spéciation », *Encyclopédie médico-chirurgicale n° 16.001 R-10*, janvier 2006.

CHAROLA, A.E., KOESTLER, R.J. « Pesticide mitigation in museum collections : science in conservation ». *Proceedings from the MCI workshop series*, 2010, 72 p. (Smithsonian contributions in museum conservation ; 1).

COOPER, M., VERGES-BELMIN, V., PIRES, M... [et al.]. *Cleaning safely with a Laser in artwork conservation*. Liverpool : National museums, 2006, 24 p.

La conservation-restauration et la sécurité des personnes : actes des XXIII^e journées des restaurateurs en archéologie, ENS, Paris, 8-9 novembre 2007. Florence Dussère, Éditeur scientifique ; Françoise Mielcarek, Éditeur scientifique ; Florence Monier, Éditeur scientifique ; Jacques Rebière, Éditeur scientifique.

JANOWSK, M. « Risque toxicologique et conservation- restauration ». *Conservation-restauration des biens culturels*, décembre 1989, 1989, p. 57-60.

KUSCH, H.G., HEINZE, T., WIEDEMANN, G. « Hazardous emissions and health risk during laser cleaning of naturel stones ». *Journal of cultural heritage*, ISSN 1296-2074, vol. 4, supplément 1, 2003, p. 38-44.

ODEGAARD, N., SADONGET, A.. *Old poisons, new problems : a museum resource for managing contaminated cultural materials*. Walnut Creek, Calif. : Altamira press, 2005, 126 p. ISBN 0-7591-0515-4.

REBIÈRE, J. et MICHEL, A. *La sécurité du travail au Laboratoire de Conservation, Restauration et Recherches de Draguignan, du déni à la stratégie*, Actes du colloque "Conservation-Restauration et sécurité des personnes", Draguignan (3-5 février 2010), 7p.

3 - Les risques par matériaux ou produits

AMIANTE

Association loi 1901 : les dangers de l'amiante, prévention et gestion : <<http://www.ban-asbestos-france.com/>>

DEUCHER, Virginia, MOORE, Tamara, HEMLIN, Steve. « Access denied : asbestos contamination as catalyst and hindrance to collection retrieval and preservation », *AIC Journal of the American Institute for Conservation*, Printemps 2000 - Vol. 39 n° 1 : <<http://cool.conservation-us.org/jaic/articles/jaic39-01-006.html>> [consulté le 30 octobre 2015]

LE CLECH, Sylvie. « Traiter en conservation des fonds d'archives historiques : le cas des bâtiments de l'OTAN aux Archives nationales », *In Situ* [En ligne], 19 | 2012, mis en ligne le 19 septembre 2012, consulté le 26 février 2016. URL : <http://insitu.revues.org/9808> ; DOI : 10.4000/insitu.9808

MELLOR, Maureen and LING, Denise. « Establishing best practice in asbestos removal : the management of unique Medieval floor tile assemblages », *British Museum Technical Research Bulletin*, 2009 - n° 3, p. 101-109 : <<http://www.britishmuseum.org/pdf/BMTRB%203%20Mellor%20and%20Ling.pdf>> [consulté le 30 octobre 2015]

Voir aussi : « Amiante et patrimoine culturel », p. 42.

ANTIMOINE

PICOT, A. « L'Antimoine, un vieux toxique toujours méconnu ». *Préventique-Sécurité* n° 91, p. 31-33, janvier-février 2007.

PICOT, A. « L'antimoine, un toxique proche de l'arsenic ». *Préventique Sécurité* n° 92, p. 36-38, mars-avril 2007.

ARSENIC

PÉQUIGNOT, Amandine, MARTE, Fernando, VON ENDT, David. « L'arsenic dans les collections d'histoire naturelle ». *La lettre de l'OCIM*, n°105, 2006, p. 4-10.

ZWICKER, U. "Natural copper-arsenic alloy and smelted arsenic bronzes in early metal production". *Découverte du métal*, p. 331-340.

FORMOL

CLIQUE, André, PONGE, Jean-François, LE GAL, Yves *et al.* « Formol et fixation nouvelle donne, nouvelles approches... ». *La Lettre de l'OCIM*, n° 114, Novembre-décembre 2007, p. 23-29.

MERCURE

MARTIN, Graham, KITE, Marion. "Potential for human exposure to mercury and mercury compounds from hat collections". *AICCM Bulletin*, 2006-2007, vol. 30, p. 12-16.

« Le mercure présent dans les collections de musée ». *Notes de l'ICC*, 1/7, 4 p., 30 cm.

MÉTAUX

SCOTT, D.A., DERRICK, M.R. "Deterioration of cadmium-coated instruments in museum storage". *Studies in conservation*, 2007, vol. 52, n° 1, p. 59-68, ISSN 0039-3630.

SILVER, Simon. "Mechanisms of bacterial resistances to toxic heavy metals: arsenic, antimony, silver, cadmium and mercury". *Spec. Publ. Natl. Bur. Stand*, U. S. A., 1981, n°618, p. 301-324.

PEINTURES/PIGMENTS/SOLVANTS

COWLEY, A. C. D. "Risks from pigments in the workplace". *Polymers, paint & colour journal*, vol. 175, n° 4149, 1985, p. 580.

Painting and drawing pigments : tableau des risques liés aux différents pigments (127 d'entre eux sont listés) : <http://www.ci.tucson.az.us/arthazards/paint1.Html>

PHILIPPON, Jacques. « Les pigments : 1ère partie. Propriétés physico-chimiques, composition, historiques ». Paris : IFROA, 1986, 98 p.

PESTICIDES

PÉQUIGNOT, Amandine. « Les traitements pesticides dans les herbiers, un danger potentiel à prendre en compte ». *Support tracé*, 2008, n°8, p. 62-69.

PLOMB

SELWYN, Lyndsie. "Health and safety concerns relating to lead and lead compounds in conservation", *Journal of the Canadian Association for Conservation* = Journal de l'Association canadienne pour la conservation et la restauration, vol. 30, 2005, p. 18-37.

SUBSTANCES RADIOACTIVES

DAVAL, Marion. « Les substances radioactives dans les objets patrimoniaux », *CeROArt* [En ligne], | 2014, mis en ligne le 02 avril 2014, consulté le 30 octobre 2015. URL : <http://ceroart.revues.org/4160>.

Conclusions

Philippe Grandcoing/Adeline Rabaté

DANCHIN, Emmanuelle. *Le Temps des ruines, 1914-1921*. PUR, 2015.

DANTHIEUX, Dominique et GRANDCOING, Philippe. « Oradour après Oradour. Conserver, reconstruire, commémorer ». *Culture & Patrimoine en Limousin*, 2015.

DANCHIN, Emmanuelle. « De la protection à la valorisation du patrimoine dévasté : penser la valorisation des ruines pendant la guerre », *In Situ* [En ligne], 23 | 2014, mis en ligne le 12 mars 2014, consulté le 16 février 2016. URL : <http://insitu.revues.org/10920> ; DOI : 10.4000/insitu.10920.

VILTART, Franck. « Naissance d'un patrimoine : les projets de classement des ruines, vestiges et souvenirs de guerre (1915-1918) », *In Situ* [En ligne], 23 | 2014, mis en ligne le 4 mars 2014, consulté le 17 février 2016. URL : <http://insitu.revues.org/10990> ; DOI : 10.4000/insitu.10990.

DANTHIEUX, Dominique. « Oradour-sur-Glane : du pèlerinage au tourisme de mémoire (1944-2012) ». Dans CHANTRE, Luc, D'HOLLANDER, Paul, GRÉVY, Jérôme (dir.). *Politiques du pèlerinage du XVII^e siècle à nos jours*. PUR, 2014.

FOUCHE, Jean-Jacques. *Oradour*. Éditions Liana Lévi, 2001.

ESSAÏAN, Élisabeth. *Oradour-sur-Glane, le passé présent*. Mémoire pour l'obtention du diplôme d'architecte, 1997.

FARMER, Sarah. *Oradour : arrêt sur mémoire*. Calmann-Lévy, 1994.

Bruno Favel

VEYNE, Paul. *Palmyre, l'irremplaçable trésor*. Paris : éditions Albin Michel, 2015, 141 pages.

Mémoires des étudiants du master 2 de conservation préventive – Université de Paris I

Bibliographie sommaire rédigée par Hélène Boudin et Sarah Puech, membres de l'« Association des Préventeurs Universitaires – Conservation préventive du patrimoine »

Axe 1 - Garder ou jeter : tri/sélection. Axe 2 - Quand les matériaux nous mettent à l'épreuve

BERTHOMMIER Claire, « La collection Jean Muir au National Museum Scotland : un exemple de conservation préventive de « plastiques » », 2011.

CUISIN Jacques, « Faire durer l'éphémère : approche préventive des collections d'histoire naturelle », 2002.

DIDELOT Catherine, « Conservation du mobilier archéologique à l'Institut national de recherches archéologiques préventives », 2002.

FAUX Pascale, « Évaluation globale des collections en plastique à l'usage des non-spécialistes : une méthodologie appliquée à la collection de jouets du musée des Arts décoratifs », 2015.

GALL-ORTLIK Agnès, « Des réserves bioclimatiques pour le musée du Vivant, premier musée international sur l'écologie et le développement durable : est-ce bien raisonnable ? », 2015.

KUPERHOLC Sara-Zoé, « La préparation à l'acquisition en art contemporain comme démarche de la conservation préventive : regards croisés sur le processus d'acquisition de trois institutions publiques d'art contemporain en France », 2013.

MOTTAIS Caroline, « Étude du fonds photographique de la Cité de la céramique - Sèvres et Limoges », 2015.

SZMIT-NAUD Elzbieta, « Préservation des décors historiques de théâtres : un défi pour la conservation préventive, exemple du théâtre de la Reine à Versailles », 2006.

TARRÊTE Odile, « Essai de contribution à la rénovation du musée français de la Photographie à Bièvres. Recommandations en matière de conservation préventive principalement orientées sur le fonds de documents photographiques », 1998.

TROUFLEAU-SANDRIN Carole, « Bien se conserver après 150 ans. La Société française de photographie et les enjeux d'une politique de conservation préventive », 2010.

Axe 3 - Gérer la disparition, documenter la perte

DANIELS Violaine, « La documentation des œuvres d'art contemporain comme outil de conservation préventive? », 2008.

MIRABILE Antonio, « Yes we scan, la numérisation, en mode image, du patrimoine culturel sur papier. Description, analyse et évaluation d'aspects choisis d'un projet de numérisation », 2009.

Plans de sauvegarde

BIGEARD Dominique, « Étude préalable à l'établissement d'un plan d'urgence au musée Cognacq-Jay », 2003.

BIGNON Cécile, « La médiathèque centrale d'Orléans. Plan de prévention des risques incendie et inondation. Évaluation sanitaire de la réserve précieuse », 2012.

CADOT Laure, « Attention chantier ! La protection des collections *in situ* lors de travaux. Proposition d'une méthodologie au travers de l'étude du cas des soieries Bonnet à Jujurieux (Ain) », 2014.

COURSELAUD Marie, « Cartographie des risques en Midi-Pyrénées. », 2010.

COUSIN Élise, « Évaluation des risques au centre de conservation et d'étude de Lons-le-Saunier », 2010.

ESQUIROL Agnès, « Évaluation et propositions de mesures de sauvegarde en cas de sinistre pour les collections des musées royaux des Beaux-Arts de Belgique », 2001.

FAYEIN Juliette, « Plan de sauvegarde, institut canadien », 2011.

ISAKOVITCH Sandra, « Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny. Analyse des risques incendie et inondation. Proposition pour l'élaboration d'un plan de sauvegarde », 2010.

LECLERC Patricia, « Programmation d'un plan de prévention face aux risques d'inondations et d'incendie pour les collections du musée du Petit Palais », 2005.

MARLAND Charlotte, « Proposition pour l'élaboration du plan de sauvegarde des œuvres du musée de la Musique de Paris », 2013.

MENDONCA Joaquim, « La contribution de la conservation préventive des biens culturels pour la conservation et la réhabilitation urbaine des quartiers historiques de la ville de Lisbonne », 2004.

PIPART Alexandra, « Proposition pour l'élaboration du plan de sauvegarde des œuvres du Petit Palais, musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris », 2007.

Mémoires de fin d'études des élèves restaurateurs de l'Institut national du patrimoine

Liste établie par Bénédicte Rolland-Villemot, chargée de mission auprès du directeur des études du département des restaurateurs, Institut national du patrimoine.

<http://www.inp.fr/Ressources-documentaires/Base-des-memoires>

Michaan (Alexandre) (2013) - Vidéo et obsolescence technologique
Réinstallation en projection de trois œuvres vidéo numériques sur support DVD-Vidéo issues de la collection Nouveaux médias du Musée d'art moderne de la Ville de Paris - Mémoire de fin d'études
Diplôme de Restaurateur du patrimoine - Spécialité Photographie

Royan (Lucille) (2013) - "In the spirit of Fluxus" (1965-2003). Conservation-restauration d'une œuvre composite de Ben Vautier, musée d'Art moderne de la Ville de Paris
Étude du vieillissement d'une double semelle de chaussure en polyuréthane ester et recherche sur sa consolidation par les aminoalkylalkoxysilanes - Mémoire de fin d'études
Diplôme de Restaurateur du patrimoine - Spécialité Sculpture

Hatahet (Ryma) (2013) - « L'illusion du mouvement », étude et conservation-restauration d'un Double projecteur Gaumont, environ 1926, La Cinémathèque française, Paris
Recherche d'un lubrifiant adapté à la conservation statique et en atmosphère intérieure d'engrenages métalliques ouverts - Mémoire de fin d'études
Diplôme de Restaurateur du patrimoine - Spécialité Arts du feu

Sutter (Julie) (2013) – « Aux Trois Rois », étude et conservation-restauration d'une enseigne en alliage ferreux, peinte sur ses deux faces, musée Unterlinden, Colmar
Évaluation de l'impact de deux traitements inhibiteurs de corrosion sur une couche picturale à l'huile composée de pigments à base d'oxydes métalliques - Mémoire de fin d'études
Diplôme de Restaurateur du patrimoine - Spécialité Peinture

<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Memoires/Un-cabinet-de-Clement-Mere-1914-Musee-des-Arts-decoratifs-Paris--Etude-conservation-et-restauration-d-un-meuble-moderne-comportant-une-matiere-plastique>

Amiante et patrimoine culturel

Depuis le [décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996](#) relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation, sont interdites au titre de la protection des travailleurs, la fabrication, la transformation, la vente, l'importation, la mise sur le marché national et la cession à quelque titre que ce soit de toutes variétés de fibres d'amiante, que ces substances soient ou non incorporées dans des matériaux, produits ou dispositifs. Au titre de la protection des consommateurs, sont interdites, en outre, l'exportation, la détention en vue de la vente, l'offre, la vente et la cession à quelque titre que ce soit de toutes variétés de fibres d'amiante et de tout produit en contenant. La seule exception concerne les véhicules automobiles d'occasion et donc, de ce fait, les véhicules de collection.

Le ministère de la Culture et de la Communication a pu constater, à maintes reprises, que la réglementation en vigueur sur l'amiante peut être en contradiction avec la conservation du patrimoine technique ou du patrimoine contemporain en raison de la prohibition de la cession des objets contenant cette substance, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Cette réglementation complique, par ailleurs, les opérations de restauration et de conservation de beaucoup d'objets techniques ou d'œuvres d'art contemporain alors même que leur conservation relève de l'intérêt public de par la protection au titre des monuments historiques dont ils bénéficient ou de par leur présence dans les collections des musées de France.

L'application de la législation, dans son état actuel, fait apparaître que l'interdiction de céder un véhicule, autre que terrestre, contenant des particules amiantées et l'obligation d'effectuer une opération de « désamiantage » pour lever cette interdiction empêchent, dans le domaine du patrimoine ferroviaire, l'acquisition par des organismes associatifs, de locomotives à vapeur et de voitures à voyageurs en vue de leur conservation ou de leur circulation sur des lignes à caractère touristique et historique.

Dans le domaine des aéronefs militaires, l'application de cette réglementation se traduit par une destruction pure et simple qui risque d'aboutir à l'anéantissement programmé d'un domaine patrimonial, déjà bien amoindri par d'autres facteurs, d'ordre historique, technique ou sociologique. Notons que, de manière paradoxale, la vente de ces aéronefs à des ressortissants étrangers est, quant à elle, autorisée.

Enfin, dans le domaine naval, les spécimens concernés sont, au premier chef, les navires à propulsion mécanique, dont la rareté et l'intérêt du point de vue de l'histoire des techniques justifient d'autant plus une mesure de protection au titre des monuments historiques.

Après l'établissement d'un état des lieux réalisé en 2014 au sein de la direction générale des Patrimoines (sous-direction des Monuments historiques et des espaces protégés et C2RMF) et constitution d'un groupe de travail ouvert à d'autres ministères et aux associations détenteurs de biens protégés à un titre ou un autre du Code du patrimoine (2014-2016), le ministère de la Culture et de la Communication souhaite agir de manières distinctes : en premier lieu, en mettant en place, auprès des personnels concernés (responsables et propriétaires des biens, intervenants des associations, restaurateurs, etc.), une campagne de sensibilisation et d'information sur les risques liés à l'amiante, en étroite coopération avec le ministère du Travail, maître d'œuvre de cette réglementation (enquête sur les pratiques dans les musées et associations patrimoniales, cartographie des risques, projet de journées de formation et de rédaction d'un guide) ; en second lieu, par la sensibilisation des élus et des décideurs à la réflexion de l'évolution de la réglementation au bénéfice d'une « exception patrimoniale », dans le complet respect des prescriptions relatives à la sécurité des personnes.

Pour en savoir plus (réglementation, prévention, formation...) :

<http://travail-emploi.gouv.fr/sante-au-travail/prevention-des-risques/amiante/article/amiante>

INSTRUCTION [N° DGT/CT2/2015/238](#) du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

<http://www.inrs.fr/risques/amiante/ce-qu-il-faut-retenir.html>

La conservation par la documentation : les choix de l'Inventaire général

L'École nationale du Patrimoine, devenue l'Institut national du patrimoine, avait consacré en 1999 une table ronde à un sujet très voisin de celui de ce jour : « Tri, sélection, conservation : quel patrimoine pour l'avenir ? ». En ouverture de ces rencontres, l'historien Pierre Nora avait attiré l'attention sur le fait que « c'est sans doute la première fois, dans l'histoire de l'humanité, que se rencontrent l'idéologie de la conservation intégrale, du tout-mémoire, et les moyens techniques de la réaliser (...) et cela dans une société qui secrète de plus en plus de traces et d'expressions d'elle-même ».

Les missions assignées à l'inventaire général du patrimoine culturel le placent au cœur de ces questionnements, auxquels la méthodologie forgée par l'expérience des enquêtes cherche à apporter des réponses. L'Inventaire général étant un monument de papier – ou même, de plus en plus, un monument virtuel –, chacune des fiches qui le composent ne coûte que le temps nécessaire à sa fabrication, sans que cela ne prête, en principe, à conséquence sur la conservation de l'œuvre, mobilière, bâtie, voir immatérielle, ainsi mise en fiche.

Or, quoi qu'en dise Pierre Nora sur l'existence des moyens techniques de réaliser un inventaire intégral, et donc une conservation intégrale par l'image et la documentation, celui-ci n'aurait guère de sens tout en mobilisant des moyens considérables. Il est bon de rappeler cette phrase d'André Malraux, fondatrice de la direction tracée à l'inventaire général : « Tout inventaire artistique est ordonné par des valeurs ; il n'est pas le résultat d'une énumération mais d'un filtrage. »

Un inventaire de connaissance, le seul certainement qu'avait en tête Malraux en prononçant cette phrase, doit donc construire ses clés de sélection, lesquelles, d'une enquête à l'autre, vont dépendre d'enjeux scientifiques : en quoi le corpus étudié est-il remarquable ? Mais le tamis utilisé lors d'une opération d'inventaire va aussi être, évidemment, une question d'échelle : ce qui paraît insigne sur un territoire restreint risque fort de devenir banal lorsqu'on embrasse un territoire plus étendu. Par ailleurs, si le critère artistique se dilue, en quelque sorte, dans la répétition ou le fac-simile, ceux-ci vont en revanche présenter un intérêt certain pour l'historien du goût ou des mentalités, et se prêter à un traitement statistique afin de mesurer, par exemple, la diffusion d'un modèle artistique, ou du culte d'un saint.

Ce sont les attendus de l'enquête, le « cahier des clauses scientifiques et techniques » qui doivent poser les enjeux d'un inventaire plus ou moins sélectif sur un territoire ou une thématique donnés. Mais il arrive fréquemment que le cahier des charges ne s'arrête pas aux conditions d'un inventaire scientifique, car il doit de plus en plus souvent intégrer les préoccupations d'un inventaire de gestion, pour lequel il convient de documenter, sinon de manière exhaustive, du moins très largement.

Dans cette perspective, les opérations de recensement des décors et du mobilier des églises, que ce soit dans le cadre d'opérations topographiques ou thématiques, sont assurément plus généreuses aujourd'hui qu'il y a trente ans, indépendamment de la question d'évolution du goût, qui a, elle aussi, contribué à allonger la liste des dossiers. Il n'est pas rare qu'une église rurale donne lieu à plusieurs dizaines de dossiers, alors même que seuls quelques objets avaient paru mériter une protection au titre des monuments historiques. Les dossiers établis et les photos prises par l'inventaire général contribuent à lutter contre les risques de vols et aident à retrouver les objets dérobés.

Portail de l'Inventaire général du patrimoine culturel du ministère de la Culture et de la Communication : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Inventaire-du-patrimoine>.

Pour approfondir la recherche bibliographique

Sites Internet

Portail conservation-restauration du ministère de la Culture et de la Communication : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Conservation-restauration/Ressources-documentaires>

CeROArt, Conservation Exposition Restauration d'objets d'art : <http://ceroart.revues.org/index.html>.

Corè, Revue francophone pluridisciplinaire de conservation-restauration des biens culturels : <http://sfic.free.fr/publications/core.html>.

AATA Online : Avec les résumés de la littérature internationale pour la conservation : <http://www.getty.edu/conservation>, menu déroulant *publications & ressources*.

AATA Online : Base de données en ligne regroupant des résumés d'articles publiés dans le monde liés à la gestion et à la conservation du patrimoine culturel matériel international depuis 1932. Ancienne publication imprimée avec des résumés techniques.

Journées professionnelles 2016 : Conserver malgré tout ? Limites et défis

Membres du groupe de travail conservation-restauration, comité d'organisation

Corinne BÉLIER, directrice du Musée des monuments français, Cité de l'architecture et du patrimoine
Marie-Hélène BÉNETIERE, chargée de mission parcs et jardins, Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, Service du patrimoine, Direction générale des patrimoines
Florence BERTIN, chef du service conservation préventive et restauration, Musée des Arts Décoratifs
Aude BODET, chef du département des collections, Centre national des arts plastiques/FNAC
Isabelle BONNARD, expert restauration, Département de la Conservation, Bibliothèque nationale de France
Stéphanie CELLE, adjointe à la directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques
Gilles DÉsirÉ DIT GOSSET, directeur de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine
Dominique DUPUIS-LABBÉ, chef du bureau des acquisitions, de la restauration, de la conservation préventive et de la recherche, sous-direction des collections, Service des musées de France, Direction générale des patrimoines
Jane ÉCHINARD, adjointe au directeur des études du département des restaurateurs, Institut national du patrimoine
Sophie GOEDERT, sous-direction de l'archéologie, Service du patrimoine, Direction générale des patrimoines
Catherine GRAINDORGE, directrice des études et de la recherche, École de Chaillot
Mireille GRUBERT, directrice du Centre des hautes études de Chaillot, Cité de l'architecture et du patrimoine
Judith KAGAN, chef du Bureau de la conservation du patrimoine mobilier et instrumental, Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, Service du patrimoine, Direction générale des patrimoines
Bertrand LAVÉDRINE, directeur du Centre de recherche sur la conservation des collections, Musée national d'histoire naturelle
Élise LÉBOUCHER, responsable du pôle documentaire, Laboratoire de recherche des monuments historiques
François LENELL, chargé de mission Patrimoine, Bureau du patrimoine, Département des Bibliothèques, Service du livre et de la lecture, Direction générale des médias et des industries culturelles
Pascal LIÉVAUX, chef du Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique, Direction générale des patrimoines
Aline MAGNIEN, directrice du Laboratoire de recherche des monuments historiques
Lorraine MAILHO, chef du département restauration, Centre de recherche et de restauration des musées de France
Roland MAY, directeur du Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine
Isabelle MERLY, service de la restauration des œuvres, Musée national d'Art moderne
Véronique MILANDE, chef du Service de la conservation préventive et de la restauration, Cité de la céramique Sèvres et Limoges
Thi-Phuong NGUYEN, chargée de mission pour les questions de conservation, Bureau des traitements et de la conservation, Service interministériel des archives de France, Direction générale des patrimoines
Isabelle PALLOT-FROSSARD, directrice du Centre de recherche et de restauration des musées de France
Marie-Dominique PARCHAS, chargée de mission pour les questions de conservation, Bureau des traitements et de la conservation, Service interministériel des archives de France, Direction générale des patrimoines
Emmanuel PÉNICAUT, adjoint au directeur de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine
Charlotte PERIN, chef du Bureau de la gestion des vestiges et de la documentation archéologique, Sous-direction de l'archéologie, Service du patrimoine, Direction générale des patrimoines
Hélène PERREL, responsable de la Régie des œuvres, Musée des monuments français, Cité de l'architecture et du patrimoine
Olivier PIFFAULT, chef du Département de la conservation, Bibliothèque nationale de France
Régis PRÉVOT, chargé du domaine de l'ethnographie extra-européenne, Département de la restauration et Département de la conservation préventive, Centre de recherche et de restauration des Musées de France
Clotilde PROUST, responsable du Laboratoire de restauration, Musée d'archéologie nationale
Geneviève RAGER, chargée de mission pour la conservation préventive, Centre des monuments nationaux/direction de la conservation des monuments et des collections
Bénédicte ROLLAND-VILLEMOT, chargée de mission auprès du directeur des études du département des restaurateurs, Institut national du patrimoine
Véronique SORANO-STEDMAN, chef de service de la restauration des œuvres, Musée national d'Art moderne
Anne TRICAUD, Bureau des acquisitions, de la restauration, de la conservation préventive et de la recherche, sous-direction des collections, Service des musées de France, Direction générale des patrimoines
Anne de WALLENS, chef du service de la conservation préventive, Direction de la recherche et des collections, Musée du Louvre
Olivier ZEDER, directeur des études du Département des restaurateurs, Institut national du patrimoine

Coordination et organisation des journées professionnelles 2016

Pascal LIÉVAUX, chef du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique
Judith KAGAN, chef du bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental, SP/SDMHEP
Françoise COSLER, chargée d'études, département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique
Marie-Pierre PICHON, chargée de mission, bureau de la Conservation du patrimoine mobilier et instrumental
Emilie MAUME, chargée des manifestations culturelles, scientifiques et du mécénat, Institut national du patrimoine
Hélène PERREL, responsable de la Régie des œuvres, Musée des monuments français, CAPA
Andrée-Émilie SÉGURA, Musée des monuments français, CAPA

Laurent BRUEL, département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, pour la réalisation de la couverture
Sophie GOEDERT, sous-direction de l'Archéologie, pour le dossier documentaire
Catherine GROS, centre André Chastel, pour la relecture éditoriale
Luc FOURNIER et Judith KAGAN, Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, Service du patrimoine, Direction générale des patrimoines, pour la fiche « Amiante et patrimoine culturel »
Xavier de MASSARY, inspection des patrimoines, pour la fiche « La conservation par la documentation : les choix de l'Inventaire général »

Conserver malgré tout ?

Limites et défis

Ces 6^{es} Journées professionnelles sont consacrées aux limites et défis de la conservation-restauration. Elles sont dédiées aux professionnels aujourd'hui confrontés de par le monde à la destruction volontaire, systématique et barbare du patrimoine commun de l'humanité.

L'élargissement de la notion de patrimoine, l'intérêt accru pour des domaines tels que les sciences naturelles, les sciences et techniques, l'ethnologie, sans oublier l'art contemporain, élargissent les champs d'intervention des conservateurs et des restaurateurs désormais confrontés aux grandes séries, aux multiples et à des matériaux d'une diversité sans limite. D'où la nécessité de s'interroger plus que jamais sur ce que l'on conserve et par quels moyens.

Aujourd'hui, toute production humaine est susceptible de devenir un élément du patrimoine méritant d'être conservé, valorisé et diffusé. Pour autant, faut-il tout garder ? Faut-il conserver malgré tout ? Et, si oui, comment et à quel prix ? Les grands principes qui nous ont jusqu'ici guidés sont largement bousculés par ces questionnements contemporains.

Après une séance introductive faisant dialoguer des approches croisées de la notion de patrimoine et de son évolution, trois sessions thématiques permettront d'approfondir ces questions et d'en débattre à la lumière d'expériences partagées.

Organisation

Ministère de la Culture
et de la Communication
direction générale des Patrimoines

Cité de l'architecture
& du patrimoine,
Musée des monuments français

Institut national du patrimoine



inp Institut national
du patrimoine

CITÉ
DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

